ECHANGES
BP 241
75866 PARIS CEDEX 18
FRANCE

DESTINATAIRE

2 euros
(13 F)

CORRESPONDANCE CHAULIEU-PANNEKOEK 1953-1954

Pierre Chaulieu
(Cornélius Castoriadis)

Anton Pannekoek

Correspondance
1953-1954

Présentation et commentaires
d'Henri Simon

Echanges et Mouvement

ÉCHANGES

Bulletin du réseau « Echanges et mouvement »

pour abonnement, informations et correspondance :
BP 241, 75866 Paris Cedex 18, France

Abonnement : 60 FF pour quatre numéros
comprenant les brochures publiées dans l'année.

Toujours disponibles :

Les Internationalistes du « troisième camp » pendant la seconde guerre mondiale, par Pierre Lanneret (30 F)

Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite. – Grèves. – Parti et classe
Trois textes d'Anton Pannekoek, précédés de : **Le groupe des communistes internationalistes de Hollande,** par Cajo Brendel (avril 1999, 10 F)

Entretien avec Paul Mattick Jr, réalisé en novembre 1991 par Hannu Reime. Edition bilingue (septembre 1999, 10 F)

Dernières parutions

Fragile prospérité, fragile paix sociale. Notes sur les Etats-Unis. Curtis Price (janvier 2001, 12 F)

Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail. Paris et Barcelone pendant le Front populaire français et la révolution espagnole, 1936-1938.
Michael Seidman (mai 2001, 10 F)

Table des matières

Quelques explications prémiminaires 3

Introduction 5

Les premiers contacts 8

La première lettre de Pannekoek 9

La première réponse de Castoriadis à Pannekoek 14

La deuxième lettre de Pannekoek à Socialisme ou Barbarie 20

Un silence difficile à expliquer ? 23

« Encore sur la question du parti » (1re épisode) 26

« Encore sur la question du parti » (2e épisode) 32

Le cours de l'histoire, l'évolution des idées et des hommes... les voiles commencent à se lever 39

Essai de mise au point 49

Le rejet par S ou B (par Chaulieu) du courant communiste de conseils 53

Castoriadis et la question de l'organisation révolutionnaire 57

Cornélius Castoriadis (1922-1997) 61

Bibliographie 65

Anton Pannekoek (1873-1960) 66

Bibliographie 69

Le courant communiste de conseils hollandais (schéma) 71

A partir de Socialisme et barbarie (schéma) 72

QUELQUES EXPLICATIONS PRÉLIMINAIRES

LISANT le projet de la présente brochure, un camarade nous fit observer qu'il était parfois difficile de suivre le déroulement des faits qui y sont relatés. Il lui paraissait souhaitable d'en donner préalablement les grandes lignes pour permettre au lecteur profane de suivre les méandres d'une histoire effectivement assez obscure et complexe.

Tout d'abord, signalons que nous avons suivi un ordre strictement chronologique pour relater ces faits, sauf dans les deux derniers chapitres où nous avançons un essai d'explication. Cet ordre chronologique entraîne forcément des répétitions car les différents épisodes, pourtant situés à leurs dates respectives, reviennent souvent sur des faits antérieurs non révélés à l'époque à laquelle ils s'étaient déroulés.

Une première période couvrant les chapitres 1 à 7 traite des rapports de Socialisme ou Barbarie avec les personnes du groupe hollandais Spartacus, qui se réclamait du communisme de conseils tel qu'il s'est dégagé du mouvement réel des conseils allemands dans l'après-première-guerre-mondiale, à savoir :

— la correspondance entre Pierre Chaulieu (Castoriadis), agissant au nom de la majorité du groupe Socialisme ou Barbarie, et Anton Pannekoek, agissant à titre personnel ;

— une note indirecte parue dans la revue *Socialisme ou Barbarie* indiquant — mais sans qu'on sache vraiment pourquoi — que cette correspondance a brusquement cessé ;

— un texte du groupe hollandais communiste de conseils, Spartacus, dont Pannekoek était proche, publié dans la revue *Socialisme ou Barbarie* et qui marque, pour cette revue, la dernière allusion à cette tendance historique.

Cette première période se déroule sur deux années, de 1953 à 1955, et marque l'échec, non explicité, de ces premiers contacts et l'orientation différente donnée par la majorité du groupe Socialisme ou Barbarie, approuvant en cela les positions prises par Chaulieu/Castoriadis..

Une deuxième période couvre les chapitres 8 et 9. Elle se déroule beaucoup plus tard, plus de quinze années après, de 1971 à 1974. Elle se réfère aux faits de la précédente période et est aussi plus polémique. En quelque sorte, la réouverture du dossier

commence en 1971 par la publication des trois premières lettres échangées par Pannekoek et Chaulieu. Cette publication dans les *Cahiers du communisme de conseils* était précédée d'un texte de Cajo Brendel* qui présentait une explication du silence du groupe Socialisme ou Barbarie à ce sujet, silence qui a duré jusqu'à sa disparition en 1967. Castoriadis, dans la publication de ses œuvres dans la collection de poche 10/18, en 1974, se croit obligé de reproduire les trois lettres en question (mais pas l'intégralité de la correspondance), avec une présentation critique se voulant une réponse au texte de Cajo Brendel.

* Reproduit ici pages 40 à 49.

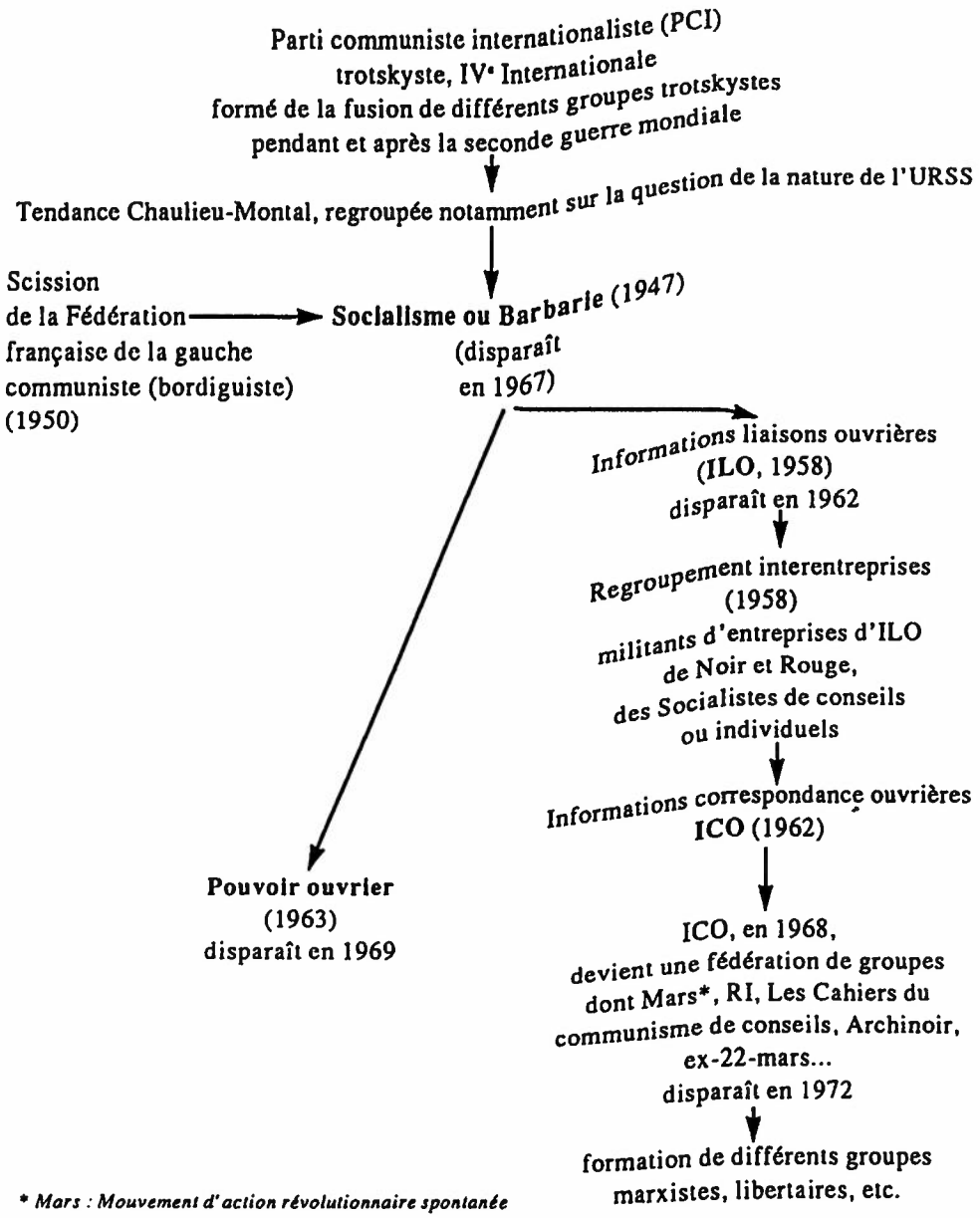
Les deux derniers chapitres — 10 et 11 — essaient de comprendre, à la lumière d'autres écrits postérieurs de Castoriadis, pourquoi tout s'est développé de cette façon et de montrer en même temps, ce qui n'est qu'une hypothèse, la continuité de la pensée de Castoriadis depuis son passé trotskyste jusqu'à ses évasions sur ses théories de l'imaginaire.

Il est évident qu'une telle étude, bien qu'elle s'appuie sur des documents irréfutables, s'appuie aussi sur des témoignages (dont chacun connaît la relativité, tant dans leur subjectivité que dans leur imprécision due au temps passé) et sur d'autres textes plus ou moins polémiques.

Nous présentons par avance nos excuses pour les inexactitudes que certains pourraient relever ; elle sont involontaires et nous sommes tout disposés à procéder , après vérification éventuelle, à toutes les rectifications souhaitables.

A partir de Socialisme ou Barbarie

Il serait trop complexe et sujet à bien des controverses de retracer ici toutes les filiations de Socialisme ou Barbarie. Nous nous contenterons donc de mentionner les groupes qui l'ont rejoint ou qui en sont sortis directement.



* *Mars : Mouvement d'action révolutionnaire spontanée*

1. INTRODUCTION

Il peut paraître mesquin de reprendre dans le détail (des détails qui ne sont d'ailleurs pas tous connus ou qui sont effacés dans le souvenir), près d'un demi-siècle après son déroulement, un débat qui à son époque a tourné court par la volonté, semble-t-il, d'un des protagonistes, Chaulieu, animateur du groupe Socialisme ou Barbarie, dont la majorité semble l'avoir alors suivi dans cette volonté. (1)

Les deux protagonistes, Pannekoek et Chaulieu (Castoriadis, connu alors sous ce pseudonyme (2) dans les manifestations publiques du groupe Socialisme ou Barbarie) sont tous deux décédés et ne peuvent évidemment compléter ou critiquer notre exposé des faits ni la présente reproduction de textes ; seuls de nouveaux documents (on verra qu'ils ont effectivement existé) ou des témoignages des rares survivants des acteurs dans ce débat pourront éventuellement apporter des précisions complémentaires, voire une autre approche. Bien conscient des limites de ce travail, nous souhaiterions qu'il en soit ainsi.

Nous n'avons nullement, en exhumant ce dossier — qui concerne, disons, la révolution, les formes d'organisation du prolétariat, parti ou conseils, et la « dégénérescence » bureaucratique de ces formes —, l'intention de promouvoir une attaque quelconque sur la personne de Castoriadis (bien qu'il soit bien difficile de séparer une personne de ses idées) mais de situer ce débat dans l'époque, de montrer la relation entre les positions affirmées alors et les cheminements de la pensée de leur auteur en liaison avec des positions plus fondamentales, de souligner l'intérêt de ces « vieilles » discussions dans la période actuelle.

Lors d'une correspondance entre deux « anciens combattants » de Socialisme ou Barbarie à propos d'une tout autre question (les positions de la majorité des membres du groupe lors du semi-coup d'Etat de Charles de Gaulle en mai 1958), l'un d'entre eux, resté jusqu'à la disparition du groupe, en 1967, un fidèle de Chaulieu-Castoriadis, soulignait que c'était « une mauvaise querelle à faire à Castoriadis que cette question soulevée dans la polémique d'un court moment ». Dans la mesure où le débat, objet de cette brochure, traite essentiellement de ce qu'on peut résumer

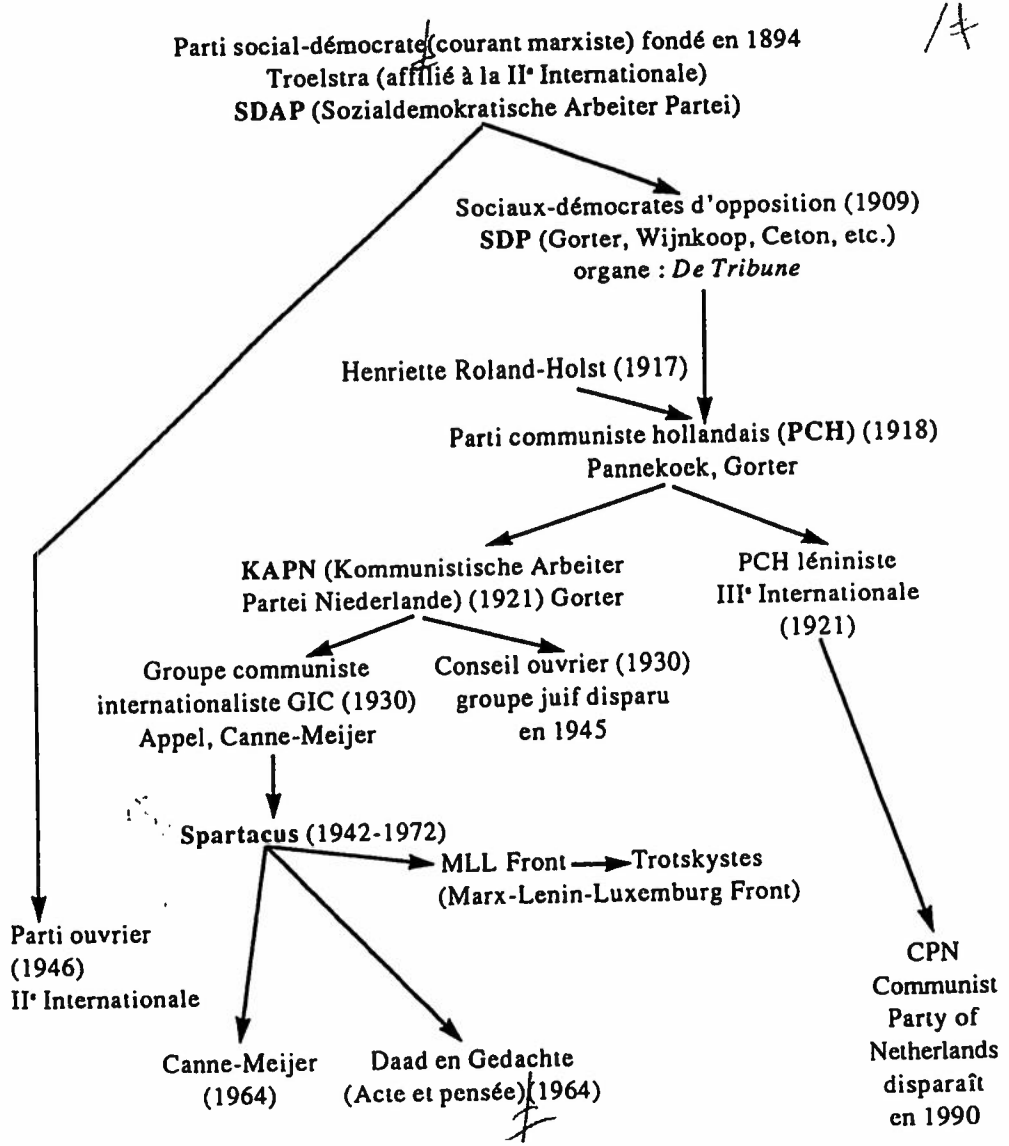
(1) Il est difficile de séparer Chaulieu/Castoriadis de la tendance « Chaulieu-Montal » au sein du groupe trotskyste PCI puis du groupe Socialisme ou Barbarie, dont elle est le noyau originel. Il est significatif, commme nous le signalons dans sa biographie (page 61), que Castoriadis a toujours su conserver, jusqu'à la fin du groupe, le contrôle de son orientation – et du titre – de telle façon que les « minoritaires » se trouvaient contraints de faire sécession. Cette prééminence sera affirmée par la publication, sous le bandeau de Socialisme ou Barbarie, des seuls écrits de Chaulieu/Castoriadis dans la collection de poche 10/18. Il n'est aucunement question de faire ici le procès de Castoriadis, mais de montrer, à travers des faits qui le concernent personnellement autant que le groupe, le cheminement de sa pensée, qui peut les expliquer.

(2) Castoriadis a utilisé divers pseudonymes – Chaulieu, Cardan, Barjot , Coudray... et d'autres que nous n'avons pu retrouver. C'était une pratique héritée de la période de guerre et de clandestinité, qui ne s'expliquait plus guère dans les années 1950 pour la plupart des membres, sauf pour des raisons personnelles, justifiées seulement pour les militants de nationalité étrangère.

par « la question du parti », peut-il être de même qualifié de « mauvaise querelle » ? Et peut-on considérer, comme le fait ce même camarade dans cette même correspondance, que « pour nous, qui remettions en cause le marxisme, c'était résolument tirer un trait définitif sur la question du parti... » et que « toutes les analyses qui ont été écrites par la suite sur le capitalisme moderne font suffisamment foi de l'abandon de cette perspective... » (c'est-à-dire d'une position léniniste assortie d'une forte coloration de « conseillisme » qui était celle de Socialisme ou Barbarie dans les années 1950) ? Au contraire, nous ne sommes pas du tout persuadés que l'évolution de Chaulieu/Castoriadis, notamment l'abandon du marxisme, impliquait *ipso facto* une modification radicale de ses conceptions sur l'organisation. Des textes écrits par lui postérieurement à la dissolution de Socialisme ou Barbarie tendraient à prouver le contraire ; ils seront évoqués à la fin de cette brochure.

Pour nous, la question centrale qui était alors — et qui reste aujourd'hui — au cœur de ce débat du début des années 1950, est celle de l'existence d'un « parti révolutionnaire » et de sa relation éventuelle avec les organismes de base surgis de la lutte. En d'autres termes, la relation entre « l'avant-garde » (à la conscience révolutionnaire plus ou moins autoproclamée) et le mouvement de lutte des travailleurs tel que ceux-ci le mènent, tant dans le quotidien de l'exploitation que dans les affrontements de rupture — alors qualifiés de révolutionnaires . Pour ne considérer que la période récente, il est apparu dans différents pays de l'Europe occidentale que les conditions d'existence et d'exploitation ont contraint les travailleurs à élaborer de nouvelles formes de lutte. Mais ces nouvelles formes n'ont pu se développer (comme cela s'est vu maintes fois dans le passé) car elles se sont heurtées, comme elles se heurtent encore, non seulement au poids des institutions légales (destinées à les maintenir dans les cadres de l'exploitation capitaliste) mais aussi aux traditions et aux idéologies héritées du passé et véhiculées par ces institutions (partis et syndicats). En même temps, il ne fait guère de doute que la plus grande partie des travailleurs ne croit aucunement que ces partis (socialistes, communistes, etc.) soient à même de disputer le pouvoir à la bourgeoisie : bien peu croient encore dans la possibilité pour la politique ou les politiques d'avoir un poids quelconque face à ce que le capitalisme impose dans sa dynamique. Rien ne permet de dire qu'une telle situation puisse amener la création, comme dans certaines circonstances du passé, d'organismes de lutte, créations de la classe exploitée pour défendre ses intérêts et,

Le courant communiste de conseils hollandais



(On pourrait mentionner une section hollandaise du Courant communiste international [CCI] dont les positions, si elles évoquent les conseils ouvriers, se réfèrent plus, autant théoriquement que pratiquement, au léninisme, devient assez inclassable dans ce schéma. Ses participants ont pu se réclamer de Jan Appel, à la fin de sa vie.)

Socialisme, la voie occidentale, PUF, 1983.

◆ *Démocratie, fascisme, national-socialisme*, éd. Acratie, 1998. [Réédition des chapitres VI, VII et VIII du livre des Conseils ouvriers.] *.

◆ *Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite*, suivi de *Grèves* et de *Parti et classe*. Précédé de « Le groupe des communistes internationalistes de Hollande, souvenirs personnels des années 1934-1939 », par Cajo Brendel, Echanges, 1999.

* Ce qui n'est pas signalé dans cette édition en *reprint* (donc non corrigé) de l'édition Bélibaste..

éventuellement, mettre un terme à la domination capitaliste. Mais, si le capitalisme se trouvait sur le point de sombrer dans une grave crise économique et politique menaçant son existence même, toute une partie de la répression visant les agents autonomes d'une poussée révolutionnaire viendrait, pas tant de ceux que l'on connaît comme porteurs de cette répression, mais de ceux qui voudraient, au nom de leur « conscience révolutionnaire », prendre d'une manière ou d'une autre la direction « éclairée » de ce qu'ils auraient construit auparavant comme société future... De ce point de vue, le débat peut être vu comme une critique du léninisme fonctionnant comme idéologie des intellectuels, notamment dans toutes les dissidences des partis communistes ou des différents groupes trotskystes, tant dans leur version réformiste que dans la recherche de ce qu'ils pensent être une pureté doctrinale.

Sur le plan des positions affirmées par les deux protagonistes du débat, des critiques plus personnelles se font jour. D'une certaine façon, ils se critiquent l'un par l'autre. D'un côté, Castoriadis fonctionne comme un intellectuel n'ayant pas complètement rompu (malgré sa rupture avec le marxisme) avec la conception léniniste de la révolution (notamment par ses affirmations plus récentes de la nécessité de l'organisation révolutionnaire) et son habileté pour s'évader et occulter ce qui le dérange par rapport à ses propres positions, son rôle dans le groupe Socialisme ou Barbarie et la fonction qu'il assigne à ce groupe. D'une autre façon, le Pannekoek de l'époque de cette correspondance n'est plus le Pannekoek qui, même s'il a évolué quant à ses conceptions sur le rôle du parti, a laissé nombre d'écrits (auxquels certains ne manquent pas de se référer) de sa période au sein de la social-démocratie, d'une conception de l'avant-garde comme un groupement éducatif, pas forcément clair sur les perspectives autogestionnaires des conseils ouvriers.

Castoriadis peut souligner avec raison que des luttes (lutte de classe ou affrontements entre groupes politiques) peuvent se poursuivre au sein des conseils ouvriers. Mais Pannekoek a raison de lui répondre que cet antagonisme ne se résoudra pas par un acte volontariste de prise du pouvoir par une minorité.

Finalement, la question reste en suspens et c'est à chacun d'y réfléchir et d'en débattre en considérant ce qu'est le capitalisme aujourd'hui et ce que sont les luttes qui s'y déroulent.

Pour aider à la compréhension de ce débat, nous avons fait suivre ses développements de diagrammes* montrant les ramifications de la parenté Socialisme ou Barbarie et des groupes commu-

* Voir pages 71 et 72.

nistes de conseils en Hollande, et de brèves biographies de Pannekoek et de Chaulieu-Castoriadis. Nous y avons ajouté une bibliographie aussi complète que possible des œuvres en français des deux épistoliers, certaines accessibles, d'autres pas.

2. LES PREMIERS CONTACTS

Il était normal, dans des débuts difficiles — une scission d'un groupe politique n'étant jamais chose facile et même parfois pénible — que Socialisme ou Barbarie (3) recherche des contacts avec d'autres groupes paraissant proches politiquement : il pouvait espérer sinon s'agrandir, du moins y trouver l'occasion dans des débats d'affirmer ou d'affiner ses positions.

Il n'est pas possible de savoir avec précision ce qui conduisit le groupe à entrer en contact avec le groupe communiste de conseils hollandais Spartacus, ni comment ces contacts s'établirent, mais il est certain qu'un membre de Socialisme ou Barbarie assista à un congrès du groupe hollandais. D'autres contacts tant personnels que politiques se nouèrent et, dans le premier semestre de 1953, un membre de Spartacus, Cajo Brendel, vint à Paris pour renforcer ces liens. Il retourna en Hollande avec un exemplaire de chacun des numéros déjà parus de la revue *Socialisme ou Barbarie* (certainement de 1 à 11) avec pour mission de les transmettre à Anton Pannekoek, théoricien du communisme de conseils. Pannekoek, bien que très proche du groupe Spartacus, n'en était pas membre, mais était en contact fréquent avec plusieurs de ses membres, dont Cajo Brendel. Il est évident que, par une telle démarche, Socialisme ou Barbarie espérait nouer des contacts directs avec Pannekoek.

Cajo Brendel transmit effectivement cette production de Socialisme ou Barbarie à Pannekoek. Lequel dans une lettre du 30 octobre 1953 faisait part à Cajo Brendel de ses premières impressions (lettre traduite du hollandais par Cajo Brendel) :

« ...Les numéros de *Socialisme ou Barbarie* que vous m'avez rapportés de Paris m'ont procuré bien du plaisir. J'y ai trouvé un certain nombre de textes excellents. Ce fut une grande satisfaction de voir assez clairement qu'ils ne sont pas très loin de nos propres positions. Il me semble qu'au cours des dernières années ils ont avancé pas à pas dans notre direction. Dans le premier article écrit en 1948, Chaulieu parle encore de "parti révolutionnaire". Pourtant, dans le dernier numéro de la revue, il insiste plus sur la "gestion de la production" par

(3) Il apparaît certain qu'en quittant le Parti communiste internationaliste (PCI), la tendance Chaulieu-Montal espérait entraîner une partie des adhérents du parti, voire rallier des sympathisants. Des contacts individuels ou de groupe à groupe se prolongèrent pendant des années (voir à ce sujet le livre de Philippe Gottraux : *Socialisme ou Barbarie, un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, éd. Payot-Lausanne, 1997). Les contacts individuels se prolongèrent pendant des années (notamment par l'intermédiaire de Philippe Guillaume). Un nombre non négligeable de ceux qui avaient quitté avec la tendance abandonnèrent dans les années qui suivirent toute activité politique. Parallèlement, d'autres contacts visèrent à rallier tout ou partie de groupes relativement proches (bordiguistes, Mouvement international des auberges de jeunesse [MIAJ], Parti socialiste unifié [PSU]...) Les réunions publiques visaient plus particulièrement ces militants dans l'espoir de discussions ultérieures et d'adhésion. Avant 1958, le seul succès notable de ces entreprises fut l'entrée d'une bonne partie de la fraction française bordiguiste dans Socialisme ou Barbarie.

BIBLIOGRAPHIE

Textes de Pannekoek disponibles en français

◆ « Le matérialisme historique », dans *Cahiers du communisme de conseils*, n° 1, octobre 1968.

◆ Anthologie, dans Serge Bricianier, *Pannekoek et les conseils ouvriers*, EDI, 1969.

◆ « Le développement de la révolution mondiale et la tactique du communisme », dans *Invariance* n° 7, juillet-septembre 1969.

◆ (J. Harper) *Lénine philosophe*, Cahiers Spartacus, n° B 34, juin 1970.

◆ « Correspondance entre A. Pannekoek et Chaulieu » (Castoriadis), dans *Cahiers du communisme de conseils*, n° 8, mai 1971.

◆ « Situation et signification de l'œuvre philosophique de Josef Dietzgen », préface à Josef Dietzgen, *L'Essence du travail intellectuel humain*, éd. Champ libre, 1973.

◆ « Le syndicalisme » ; « Les conseils ouvriers » ; « Au sujet du parti communiste », dans : Korsch-Mattick-Pannekoek-Rühle-Wagner, *La Contre-révolution bureaucratique*, éd. 10/18, 1973.

◆ « La théorie de l'écroulement du capitalisme », dans : Denis Authier et Jean Barrot, *La Gauche communiste en Allemagne 1918-1921*, Payot, 1976.

◆ « Lutte de classe et nation », dans : Josef Strasser*/Anton Pannekoek, *Nation et lutte de classe*, éd. 10/18, 1977.

◆ « Cinq thèses sur la lutte de classe », dans *Spartacus* (revue) n° R 12, décembre 1978. [Voir aussi : « La grève généralisée en France », supplément à *ICO* n° 72, juin-juillet 1968.]

◆ « Une vie militante. Adieu à Herman Gorter » et « La politique de Gorter », dans : Herman Gorter, *Réponse à Lénine*, Cahiers Spartacus n° B 109, juillet-août 1979.

◆ *Les Conseils ouvriers*, Cahiers Spartacus n° B 114 (tome I), janvier-mars 1982, et n° B 119 (tome II), octobre-novembre 1982 [réédition de l'édition Bélibaste, 1974].

◆ (J. Harper) *Remarques générales sur la question de l'organisation*, éd. Vlam (Canada), s. d. [Réédition de « Principes d'organisation », article traduit dans l'anthologie de Serge Bricianer, 1969.]

◆ *Le Syndicalisme*, ADEL, s. d. [Réédition du texte publié dans l'édition 10/18, 1973.]

◆ « Action de masse et révolution » et « Théorie marxiste et tactique révolutionnaire », dans Kautsky, Luxemburg, Pannekoek,

* En couverture de cet ouvrage, une coquille a remplacé « Josef » par « Otto ».

chevique et ses dirigeants ont été, malgré leur volonté révolutionnaire, les accoucheurs. Poussant plus avant sa pensée, Pannekoek, dans *Lénine philosophe* (1938), soutient qu'en distinguant les dirigeants, dépositaires du « savoir » révolutionnaire, et les masses, qui ne sont que de simples exécutants, Lénine fait preuve de matérialisme bourgeois.

Ayant été nommé en 1925 chargé de cours d'astronomie à l'université d'Amsterdam, puis élu à l'Académie des sciences, Pannekoek se retire de l'enseignement en 1943 et se consacre à la rédaction de son principal ouvrage théorique, *Les Conseils ouvriers,* publié en 1946 en Hollande et ensuite en anglais en Australie par le groupe communiste de conseils Southern Advocate for Workers'Councils (qui traduisit aussi les *Cinq Thèses sur la lutte de classe*.puis, en 1948, *Lénine philosophe*).

Il meurt relativement ignoré, sauf en Hollande, et sauf des groupes communistes de conseils ; c'est Mai 1968 qui actualise, en France, les thèmes développés dans son œuvre et tire celle-ci de l'oubli où elle semblait avoir sombré.

Pour une une biographie plus complète de Pannekoek, on peut se reporter aux *Conseils ouvriers,* à l'« Esquisse d'une biographie d'Anton Pannekoek » parue dans l'édition Spartacus des *Conseils ouvriers* (tome1, p 23 et s.), au texte de Paul Mattick *Anton Pannekoek (1873-1960)* traduit dans le même volume que *Lénine Philosophe* (éd. Spartacus, p 5) et à l'étude plus étendue de Serge Bricianer dans *Pannekoek et les conseils ouvriers* (éd. EDI, 1969).

les travailleurs eux-mêmes. Il n'utilise pas l'expression "conseils ouvriers" mais il parle "d'organismes soviétiques" et je pense que par ces mots, il désigne la même chose. D'une lettre de Schonberg (4), il y a quelques années, je sais qu'ils ont eu des discussions et que sur beaucoup de points se sont dégagées des opinions similaires. Pourtant, il y a des divergences. Ils ne sont pas libérés du virus bolchevique inoculé par Trotsky. Le virus de l'avant-gardisme du parti révolutionnaire qui doit faire la révolution. Sur ce point, nous, en Hollande sommes bien en avant parce que nous avons compris que les travailleurs, dans la lutte pour le pouvoir, doivent être autonomes, être leurs propres patrons et chercher leur propre chemin. Nous pensons aussi que dans cette lutte, les organismes de gestion doivent être et seront créés par les travailleurs et que ces organisations seront les conseils ouvriers avec cette première fonction et qu'ils croîtront en même temps.

» Je ne trouve nullement cette opinion dans leurs publications. Peut-être pas encore. Ils pensent que la révolution prolétarienne est une seule et unique action et *qu'après* [souligné par Pannekoek, NDE] cela les travailleurs commenceront à bâtir une économie communiste. D'après eux, de cela, seul le parti a la pleine compréhension. Selon eux, c'est la tâche à laquelle on doit se préparer en faisant des plans sérieux et que l'on doit aussi discuter très sérieusement... Peuvent-ils lire l'anglais ou l'allemand ? Je pose la question parce que je puis m'exprimer bien mieux en anglais qu'en français... »

(4) Schonberg fut plus connu, sous le pseudonyme de Laroche, par ses activités dans l'Union communiste de Chazé (Davoust) avant 1939. Contraint à la clandestinité pendant la guerre, il avait renoué, en 1945, les contacts qu'il avait pris auparavant, notamment avec Canne-Meijer ; il participa au groupe formé par Marc Chirik et donna la première version française de *Lénine philosophe* de Pannekoek. Par crainte d'une nouvelle guerre et d'une invasion russe, il émigra avec sa femme et son fils au Pérou au début des années 50. Sa fille Rina est l'épouse de Daniel Saint-James et tous deux maintinrent les contacts avec les communistes de conseils hollandais.

La première lettre de Pannekoek

Il nous faut suivre maintenant l'ordre chronologique de la correspondance qui débute alors. Nous avons préféré laisser de côté les commentaires qui apparaîtront ultérieurement pour n'évoquer que cet échange d'alors et ce qui en transparaît dans les réunions de Socialisme ou Barbarie ou les commentaires de la revue.

Peu de temps après cette lettre à Cajo Brendel, Pannekoek écrit à Socialisme ou Barbarie, plus spécifiquement à Chaulieu (Castoriadis). Cette lettre est publiée dans le n° 14 de la revue et est accompagnée de la présentation suivante :

« Nous avons reçu du camarade Anton Pannekoek la lettre que nous publions ci-dessous avec la réponse du camarade Chaulieu. Il est, certes, superflu de rappeler à nos lecteurs la longue et féconde activité de militant et de théoricien de A. Pannekoek, sa lutte contre l'opportunisme au sein de la IIe Inter-

nationale déjà avant 1914, l'attitude résolument internationaliste que le groupe animé par lui et Gorter a eu en 1914-1918, sa critique du centralisme bureaucratique naissant du parti bolchevik dès 1919-1920 (qui n'est connue en France que par la réponse de Lénine dans *La Maladie infantile du communisme* ; la *Réponse à Lénine* de Gorter (5) a été également publiée en français). Nous espérons pouvoir publier bientôt, dans cette revue, des extraits de son ouvrage *Les Conseils ouvriers*, publié en anglais après la guerre » (6).

Voici le contenu de cette lettre datée du 8 novembre 1953 (7) :

« Je vous remercie beaucoup pour la série des 11 numéros de *Socialisme ou Barbarie* que vous avez donnés, pour moi, au camarade B... Je les ai lus (bien que non encore terminés) avec un extrême intérêt, à cause de la grande concordance de vues qu'ils révèlent entre nous. Vous avez probablement fait la même constatation à la lecture de mon livre *Les Conseils ouvriers*. Il me parut pendant de longues années que le petit nombre de socialistes qui développaient ces idées n'avait pas augmenté ; le livre fut ignoré et passé sous silence par la totalité de la presse socialiste (sauf, récemment, dans le *Socialist Leader* de l'ILP) (8). Je fus donc heureux de faire la connaissance d'un groupe qui en était venu aux mêmes idées par une voie indépendante. La domination complète des travailleurs sur leur travail, que vous exprimez en disant: "Les producteurs organisent eux-mêmes la gestion de la production", je l'ai décrite moi-même dans les chapitres sur "L'organisation des ateliers" et "L'organisation sociale". Les organismes dont les ouvriers ont besoin pour délibérer, formés d'assemblées de délégués, que vous appelez "organismes soviétiques", sont les mêmes que ceux que nous appelons "conseils ouvriers", "Arbeiterräte", "Workers' councils".

» Il y a bien sûr des différences ; j'en traiterai, en considérant cela comme un essai de contribution à la discussion dans votre revue. Alors que vous restreignez l'activité de ces organismes à l'organisation du travail dans les usines après la prise du pouvoir social par les travailleurs, nous les considérons comme devant être également les organismes au moyen desquels les ouvriers conquerront ce pouvoir. Pour conquérir le pouvoir nous n'avons que faire d'un "parti révolutionnaire" prenant la direction de la révolution prolétarienne. Ce "parti révolutionnaire" est un concept trotskiste qui trouva une adhésion (depuis

(5) Gorter. Le plus simple pour se familiariser avec ce militant communiste de conseils hollandais (1864-1927), compagnon de route de Pannekoek et connu en France par sa *Réponse à Lénine*, traduite et publiée dans les années 1920, est de se reporter à l'édition de cette lettre chez Spartacus (1979) qui est assortie d'une biographie par Pannekoek et d'une introduction et de notes détaillées de Serge. Bricianer.

(6) *Les Conseils ouvriers* est disponible à Echanges en anglais (fac-similé de l'édition australienne de 1948) et en français dans la traduction collective faite par ICO en 1974 (Bélibaste) et reprise par Spartacus en deux volumes (1982).

(7) Le texte donné ici est celui publié pour la première fois dans *Socialisme ou Barbarie* n° 14 et reproduit dans toutes les publications ultérieures.

(8) ILP (Indépendant Labour Party) : un des groupes qui, avant 1914 contribuèrent à la formation du Labour Party, mais devait rester à son aile gauche. Cette formation eut une grande influence, autour de la guerre de 1914, sur le mouvement écossais des shop-stewards, qui par certains caractères s'apparente au mouvement des conseils ouvriers. L'ILP fut marginalisé entre les deux guerres, en même temps que le Labour devenait un

la politique d'union sacrée ne peut donc surprendre Pannekoek, et c'est tout naturellement qu'avec les tribunistes hollandais il rejoint la gauche révolutionnaire qui se constitue à Zimmerwald Dans cette période, il est en 1916 codirecteur, avec H. Roland-Holst, de l'organe de la gauche socialiste zimmerwaldienne, *Vorbote*, publication à laquelle collabore aussi Lénine et Zinoviev ; il publie aussi « Révolution mondiale et tactique communiste » dans la revue *Kommunismus* de Georg Lukacs. En Hollande, il reprend un poste d'enseignement des mathématiques ; tout en menant de front activités scientifiques et politiques, il est reçu en 1916 à l'agrégation d'histoire de l'astronomie et est proposé, en 1918, comme directeur de l'Observatoire de Leyde ; sa nomination est refusée par le ministère.

La révolution et l'apparition des soviets en Russie d'abord, en Hongrie, en Italie et en Allemagne ensuite, apportent à Pannekoek la solution au problème que lui pose l'échec des organisations ouvrières traditionnelles, partis politiques et syndicats. Enthousiasmé par la révolution soviétique, il adhère au nouveau Parti communiste hollandais et tente de tirer les leçons de l'expérience des conseils ouvriers que fait l'Europe occidentale dans *Révolution mondiale et tactique communiste* (1919). Puisque le parti s'est montré objectivement contre-révolutionnaire dans les pays capitalistes développés, seule la classe ouvrière organisée en conseils peut exercer la dictature émancipatrice ; toute l'activité des révolutionnaires doit tendre vers ce but et donc repousser tout compromis avec d'autres forces politiques, notamment tout retour au parlementarisme. Il faut sortir des syndicats et des partis qui prétendent organiser la lutte par en haut. Ces positions ultra-gauches sont violemment critiquées par Lénine dans *La Maladie infantile du communisme : le gauchisme* (1920). Pannekoek, dont Lénine admirait la rigueur, est accusé de s'être « empêtré lui-même », d'avoir « perdu la tête » : « Nier la nécessité du parti et de la discipline du parti [...] équivaut à désarmer entièrement le prolétariat au profit de la bourgeoisie. »

Battue au sein de l'Internationale communiste et surtout victime du reflux de la vague révolutionnaire, la tendance ultra-gauche disparaît peu à peu comme force politique ; mais Pannekoek, s'il prend ses distances avec l'activité politique directe, n'en continue pas moins son œuvre de publiciste et de théoricien. L'évolution du régime en URSS, l'apparition du stalinisme et du phénomène bureaucratique le conduisent à analyser la révolution de 1917 comme la dernière des révolutions bourgeoises ; celle-ci apparaît à l'analyse sous la forme d'un capitalisme d'État, dont le Parti bol-

ANTON PANNEKOEK

(1873-1960)

Né dans un village de la province de Gueldre en Hollande, Anton Pannekoek poursuit des études de mathématiques et d'astronomie à l'université de Leyde et obtient le titre de docteur en astronomie en 1902. Venu très jeune au marxisme, il adhère en 1901 au jeune Parti ouvrier social-démocrate de Hollande. Marxiste et révolutionnaire convaincu, il combat le réformisme des dirigeants socialistes et, dans son propre parti, est membre de la fraction de gauche qui prône, dans son journal *De Tribune* (d'où le nom de tribunistes donné à la gauche hollandaise), une agitation et une propagande intensives et une attitude de contestation systématique au Parlement. Lorsque les tribunistes quittent le parti, en 1909, pour fonder le petit Parti social-démocrate, Pannekoek les approuve. Mais, après avoir travaillé à l'Observatoire de Leyde (jusqu'en 1906), il part avec sa famille en Allemagne à Berlin où le Parti socialiste et les syndicats l'invitent à enseigner l'histoire du matérialisme et des théories sociales.

Expulsé par la police prussienne, il s'établit à Brême, ville libre, l'un des bastions de la gauche du Parti social-démocrate, où il vit comme journaliste et conférencier itinérant en Allemagne et en Europe de l'Est. Il écrit, notamment, *Les Divergences tactiques au sein du mouvement ouvrier*, ouvrage dans lequel il montre que les grandes tendances du mouvement ouvrier — révisionnisme, réformisme, opportunisme, anarchisme — ne relèvent pas des particularités nationales mais sont bien plus des courants internationaux correspondant aux tendances générales de l'évolution du capitalisme. De 1910 à 1914, il collabore régulièrement à la *Bremer Bürger Zeitung*, journal de l'organisation socialiste de Brême. Il y exprime ses désaccords avec Rosa Luxemburg, en particulier sur son ouvrage *L'Accumulation du capital* (1913). Mais c'est surtout avec Kautsky qu'il polémique dans les années qui précèdent la guerre. Rejoignant la gauche de l'Internationale (Lénine, Luxemburg), il montre que, par-delà l'habillage idéologique, l'opposition de la social-démocratie signifie qu'elle accepte en réalité l'ordre établi comme fondement immuable et qu'elle s'efforce d'obtenir le plus possible pour la classe ouvrière dans ce cadre.

Au cours de l'été 1914, Pannekoek, en vacances en Hollande, se trouve contraint de rester dans ce pays pendant toute la guerre. Le ralliement, en août 1914, des directions socialistes à 1930) parmi les nombreux ex-partisans du PC (9). déçus par la pratique de celui-ci. Notre opposition et notre critique remontaient déjà aux premières années de la Révolution russe et étaient dirigés contre Lénine et suscitées par son tournant vers l'opportunisme politique. Ainsi nous restâmes hors des voies du trotskisme ; nous ne fûmes jamais sous son influence ; nous considérâmes Trotsky comme le plus habile porte-parole du bolchevisme, qui aurait dû être le successeur de Lénine. Mais, après avoir reconnu en la Russie un capitalisme d'Etat naissant, notre attention alla principalement vers le monde occidental du grand capital, où les travailleurs auront à transformer le capitalisme le plus hautement développé en un communisme réel (au sens littéral du terme). Trotsky, par sa ferveur révolutionnaire, captiva tous les dissidents que le stalinisme avait jetés hors du PC et, en leur inoculant le virus bolchevique, les rendit presque incapables de comprendre les nouvelles grandes tâches de la révolution prolétarienne.

» Parce que la révolution russe et ses idées ont encore une influence tellement puissante sur les esprits, il est nécessaire de pénétrer plus profondément son caractère fondamental. Il s'agissait, en peu de mots, de la dernière révolution bourgeoise, mais qui fut l'œuvre de la classe ouvrière. Révolution bourgeoise (10) signifie une révolution qui détruit le féodalisme et ouvre la voie à l'industrialisation avec toutes les conséquences sociales que celle-ci implique. La révolution russe est donc dans la ligne de la révolution anglaise de 1647 et de la révolution française de 1789 avec ses suites de 1830, 1848, 1871. Au cours de toutes ces révolutions, les artisans, les paysans et les ouvriers ont fourni la puissance massive nécessaire pour détruire l'ancien régime ; ensuite, les comités et les partis des hommes politiques représentant les riches couches qui constituaient la future classe dominante, vinrent au premier plan et s'emparèrent du pouvoir gouvernemental. C'était l'issue naturelle parce que la classe ouvrière n'était pas encore mûre pour se gouverner elle-même ; la nouvelle société était aussi une société de classes où les travailleurs étaient exploités ; une telle classe dominante a besoin d'un gouvernement composé d'une minorité de fonctionnaires et d'hommes politiques. La révolution russe, à une époque plus récente, sembla être une révolution prolétarienne, les ouvriers en étant les auteurs par leurs grèves et leurs actions de masse. Ensuite, cependant, le parti bolchevique réussit peu à peu à s'approprier le pouvoir (la classe travailleuse était une petite minorité parmi la population paysanne) ;

parti de gouvernement, par la concurrence du Parti communiste britannique. Ce n'est donc pas un hasard si l'organe de l'ILP, *Socialist Leader*, s'intéressa à l'ouvrage de Pannekoek sur les conseils ouvriers. Pour la période la plus active de ce parti, voir *The ILP on Clydeside, 1893-1932, from foundation to desintegration* (collectif, en anglais).

(9) PC -Parti communiste. La réflexion de Pannekoek ne concerne pas seulement le parti communiste hollandais mais l'ensemble des partis communistes inféodés à Moscou et à la IIIe Internationale.

(10) La note suivante est incluse dans le texte d'origine publié par *Socialisme ou Barbarie*, qui précise : « Révolution des classes moyennes (*middle class revolution*) dans le sens anglais de "classe moyenne", c'est-à-dire de bourgeoisie. » Cette traduction inexacte appellera une mise au point de Pannekoek dans sa réponse du 15 juin 1954 citée dans le présent travail.

ainsi, le caractère bourgeois (au sens large) de la révolution russe devint dominant et prit la forme du capitalisme d'Etat. Depuis, pour ce qui est de son influence idéologique et spirituelle dans le monde, la révolution russe devint l'opposé exact de la révolution prolétarienne qui doit libérer les ouvriers et les rendre maîtres de l'appareil de production.

» Pour nous, la tradition glorieuse de la révolution russe consiste en ce que, dans ses premières explosions de 1905 et 1917, elle a été la première à développer et montrer aux travailleurs du monde entier la forme organisationnelle de leur action révolutionnaire autonome, les soviets. De cette expérience, confirmée plus tard à une moindre échelle en Allemagne, nous avons tiré nos idées sur les formes d'action de masse qui sont propres à la classe ouvrière et qu'elle devra appliquer pour sa propre libération.

» Exactement à l'opposé, nous voyons les traditions, les idées et les méthodes issues de la révolution russe lorsque le PC s'est emparé du pouvoir. Ces idées, qui servent uniquement d'obstacles à une action prolétarienne correcte, constituèrent l'essence et la base de la propagande de Trotsky.

» Notre conclusion est que les formes d'organisation du pouvoir autonome, exprimées par les termes "soviets" ou "Conseils ouvriers", doivent aussi bien servir à la conquête du pouvoir qu'à la direction du travail productif après cette conquête. D'abord, parce que le pouvoir des travailleurs sur la société ne peut être obtenu d'une autre manière, par exemple par ce qu'on appelle un parti révolutionnaire. Deuxièmement, parce que ces soviets, qui seront plus tard nécessaires à la production, ne peuvent se former qu'à travers la lutte de classe pour la conquête du pouvoir.

» Il me semble que dans ce concept le "nœud de contradiction" du problème de la "direction révolutionnaire" disparaît. Car la source des contradictions est l'impossibilité d'harmoniser le pouvoir et la liberté d'une classe gouvernant sa propre destinée, avec l'exigence qu'elle obéisse à une direction formée par un petit groupe ou parti. Mais pouvons-nous maintenir une telle exigence ? Elle contredit carrément l'idée de Marx la plus citée, à savoir que la libération des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. De plus, la révolution prolétarienne ne peut être comparée à une rébellion unique ou à une campagne militaire dirigée par un commandement central, et même pas à une période de luttes semblable par exemple à la grande Révolution française, qui ne fut elle-même qu'un épisode dans l'ascension de la bour-

BIBLIOGRAPHIE

Dans la collection de poche 10/18

◆ *La Société bureaucratique* (1973) : t. 1, *Les Rapports de production en Russie* ; t. 2, *La Révolution contre la bureaucratie*

◆ *L'expérience du mouvement ouvrier* (1974) : t. 1, *Comment lutter* ; t. 2, *Prolétariat et organisation*

◆ *Capitalisme moderne et Révolution* (1979) : t. 1, *L'Impérialisme et la guerre* ; t. 2, *Le Mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne*

◆ *Le Contenu du socialisme* (1979)

◆ *La Société française* (1979)

Aux Editions du Seuil

◆ *L'Institution imaginaire de la société* (1975)

◆ *Les Carrefours du labyrinthe*, I (1978)

◆ *De l'écologie à l'autonomie* (1981) avec Daniel Cohn-Bendit

◆ *Les Carrefours du labyrinthe* :

II. *Domaines de l'homme* (1986)
III. *Le Monde morcelé* (1990)
IV. *La Montée de l'insignifiance* (1996)
V. *Fait et à faire* (1997)
VI. *Figures du pensable* (1999)

◆ *Sur la politique de Platon* (1999)

Aux Editions Fayard

◆ *Mai 1968 :La Brèche* (1968) avec C. Lefort et E. Morin (rééd. Complexe)

◆ *Devant la guerre* : t. 1, *Les Réalités* (1981) (il n'y a pas de tome 2)

Aux Editions de l'Aube

◆ *Post-scriptum sur l'insignifiance*, entretiens avec Daniel Mermet (1998)

◆ *Dialogue* (1999)

(Il est impossible de citer les articles de ou sur Castoriadis en français et en anglais ou de donner une bibliographie en anglais — notamment des brochures spécifiques du groupe anglais Solidarity, proche de Socialisme ou Barbarie, ou des traductions des ouvrages sus-mentionnés.)

est « une société dominée par l'apathie et le cynisme » et qu'il y règne, à cette époque de Gorbatchev, « le désarroi et le chaos ». En 1981, la publication du premier tome de l'ouvrage *Devant la guerre* (il n'y eut jamais de tome 2 et pour cause) soulèvera une polémique sur des prises de position plus ouvertement pro-capitalisme occidental. Poussant à l'extrême ses théories sur le capitalisme d'Etat russe — forme avancée du capital — Castoriadis voyait dans l'URSS une société totalement militarisée en passe de surpasser les Etats-Unis dans la course aux armements et en concluait implicitement à la nécessité de soutenir la politique militaire des Etats-Unis. Cette défense de l'Occident démocratique, en raison de ce qu'il affirmait de sa possibilité d'auto-transformation (théorie reprise en 1993 par rapport à d'autres religions ou totalitarismes par l'affirmation des « spécificités de la civilisation occidentale ») avait déjà été clairement posée dans un article de *Vuelta* de juin 1983, traduit dans *Partisan Review* en 1984 sous le titre « Défendons l'Ouest », et précédemment dans une version plus courte dans *Le Monde*. Castoriadis pouvait même écrire dans ce même article, identifiant encore plus l'Occident aux Etats-Unis, que « les régimes d'Afrique dépendent beaucoup plus, pour leur survie, de Paris, que les régimes sud-américains ne dépendent de Washington ».

D'une certaine façon, Castoriadis peut être considéré comme ayant contribué à la propagation de l'idéologie antimarxiste qui s'est développée depuis les années 1970 particulièrement dans les milieux académiques, en France et dans beaucoup d'autres pays.

geoisie au pouvoir. La révolution prolétarienne est beaucoup plus vaste et profonde ; elle est l'accession des masses du peuple à la conscience de leur existence et de leur caractère. Elle ne sera pas une convulsion unique ; elle formera le contenu d'une entière période dans l'histoire de l'humanité, pendant laquelle la classe ouvrière aura à découvrir et à réaliser ses propres facultés et son potentiel, comme aussi ses propres buts et méthodes de lutte. J'ai tâché d'élaborer certains des aspects de cette révolution dans mon livre *Les Conseils ouvriers*, dans le chapitre intitulé "La révolution ouvrière". Bien sûr, tout ceci ne fournit qu'un schéma abstrait, que l'on peut utiliser pour mettre en avant les diverses forces en action et leurs relations.

» Maintenant, il se peut que vous demandiez : mais alors, dans le cadre de cette orientation, à quoi sert un parti ou un groupe, et quelles sont ses tâches ? Nous pouvons être sûrs que notre groupe ne parviendra pas à commander les masses laborieuses dans leur action révolutionnaire ; à côté de nous il y a une demi-douzaine et plus d'autres groupes ou partis, qui s'appellent révolutionnaires mais qui tous diffèrent dans leur programme et dans leurs idées ; et, comparés au grand parti socialiste, ce ne sont que des lilliputiens. Dans le cadre de la discussion contenue dans le n° 10 de votre revue, il a été, avec raison, affirmé que notre tâche est principalement une tâche théorique : trouver et indiquer, par l'étude et la discussion, le meilleur chemin d'action pour la classe ouvrière. L'éducation basée là-dessus, cependant, ne doit pas avoir lieu à l'intention seulement des membres du groupe ou du parti, mais des masses de la classe ouvrière. Ce sont elles qui auront à décider, dans leurs meetings d'usine et leurs Conseils, de la meilleure manière d'agir. Mais, pour qu'elles se décident de la meilleure manière possible, elles doivent être éclairées par des avis bien considérés et venant du plus grand nombre de côtés possible. Par conséquent, un groupe qui proclame que l'action autonome de la classe ouvrière est la force principale de la révolution socialiste considérera que sa tâche primordiale est d'aller parler aux ouvriers ; par exemple par le moyen de tracts populaires qui éclairciront les idées des ouvriers en expliquant les changements importants dans la société, et la nécessité d'une direction des ouvriers par eux-mêmes dans toutes leurs actions comme aussi dans le travail productif futur.

» Vous avez là quelques-unes des réflexions que m'a suscitées la lecture des discussions hautement intéressantes publiées dans votre revue. De plus, je dois dire combien j'ai été satisfait

des articles sur "L'ouvrier américain", qui clarifient une grande partie de l'énigmatique problème de cette classe ouvrière sans socialisme ; et de l'article instructif sur la classe ouvrière en Allemagne orientale. J'espère que votre groupe aura la possibilité de publier encore d'autres numéros de sa revue.

» Vous m'excuserez d'avoir écrit cette lettre en anglais ; il m'est difficile de m'exprimer en français d'une façon satisfaisante. »

3. LA PREMIÈRE RÉPONSE DE CASTORIADIS À PANNEKOEK

Socialisme ou Barbarie, sous la plume de Chaulieu (Castoriadis) répond à Pannekoek par la lettre qui suit, non datée (11) :

« Votre lettre a procuré une grande satisfaction à tous les camarades du groupe ; satisfaction de voir notre travail apprécié par un camarade honoré comme vous l'êtes et qui a consacré toute une vie au prolétariat et au socialisme ; satisfaction de voir confirmée notre idée d'un accord profond entre vous et nous sur les points fondamentaux ; satisfaction enfin de pouvoir discuter avec vous et d'enrichir notre revue avec cette discussion.

» Avant de discuter les deux points auxquels est consacrée votre lettre (nature de la révolution russe, conception et rôle du parti), je voudrais souligner les points sur lesquels porte notre accord : autonomie de la classe ouvrière en tant à la fois que moyen et que but de son action historique, pouvoir total du prolétariat sur le plan économique et politique comme seul contenu concret du socialisme. Je voudrais d'ailleurs à ce propos dissiper un malentendu. Il n'est pas exact que nous restreignions "l'activité de ces organismes (soviétiques) à l'organisation du travail dans les usines après la prise du pouvoir...". Nous pensons que l'activité des organismes soviétiques — ou Conseils d'ouvriers — après la prise du pouvoir s'étendra à l'organisation totale de la vie sociale, c'est-à-dire qu'aussi longtemps qu'il y aura besoin d'un organisme de pouvoir, son rôle sera rempli par les Conseils d'ouvriers. Il n'est pas exact non plus que nous ne pensions à un rôle quelconque des Conseils que pour la période suivant la "prise du pouvoir". A la fois, l'expérience historique et la réflexion montrent que les Conseils ne pourraient pas être des organismes exprimant véritablement la classe s'ils étaient créés pour ainsi dire par décret le lendemain d'une révolution victorieuse, qu'ils ne seront quelque chose que s'ils sont

(11) Nous avons repris ici le texte publié dans *Socialisme ou Barbarie* n° 14 et reproduit dans toutes les publications ultérieures.

six numéros et dans laquelle il réaffirme ses théories sur le capitalisme bureaucratique et les luttes qui pourraient s'y dérouler. De plus en plus, Castoriadis rejette la notion de classes sociales pour ne voir qu'une division entre dirigeants et exécutants et prédire une expansion continue du capitalisme : seule peut y mettre fin une révolte de tous ceux qui refusent l'aliénation de leurs pouvoirs créatifs que leur impose le système existant.

Un glissement assez subtil apparut dans cette évolution entre des affirmation constantes d'un changement révolutionnaire basé sur la critique des maux des capitalismes occidentaux, l'identification de plus en plus affirmée de l'identification du marxisme et du communisme aux sociétés de type soviétique russe et l'apologie des « valeurs » des sociétés capitalistes occidentales. Comme l'écrit John Barker dans la nécrologie qu'il lui a consacré (revue *Capital and Classes*, n° 65, 1998), « son engagement politique direct fut remplacé par sa position dans les sphères académiques nationales et internationales bien qu'il n'y eut pas rupture avec son passé ». L'habileté relevée dans ce débat sur l'organisation se retrouve dans le fait que les positions de Castoriadis dans tous les domaines (et il commit ainsi nombre d'articles de journaux et d'entretiens radiodiffusés ou télévisés sur les sujets les plus divers) pouvaient souvent dire tout et leur contraire.D'un côté il peut vilipender ce que la société capitaliste de consommation fait des individus et de l'autre écrire que « l'idée de Marx que l'on pourrait éliminer marché et monnaie est une utopie incohérente » (*Le Monde* du 25 avril 1990). D'un côté, il peut affirmer son « modernisme » et ainsi ignorer notamment les penseurs du mouvement des conseils allemands (Pannekoek, Gorter, Rühle, Korsch...) et de l'autre se référer tant aux philosophes grecs qu'à Kant ou à Freud. S'il n'y a pas, affirme-t-il, de « dernière instance » transcendante (Dieu, la Raison...) ou immanente (les « lois de l'Histoire ») aux processus réels par lesquels les hommes organisent leur vie en commun ; on peut se demander d'où sort alors cet « imaginaire » instituant une « source extra-sociale ». Nous ne pouvons que renvoyer à ses œuvres ou aux différentes critiques de celles-ci pour une telle approche philosophico-politique.

L'autre glissement significatif concerne ses positions vis-à-vis de l'URSS : Castoriadis pourra maintenir longtemps la critique de base élaborée comme un des fondements théoriques de Socialisme ou Barbarie, en déclarant notamment encore en 1987 que « parmi les pays industrialisés, la Russie reste le premier candidat à une révolution sociale » (*Libération*, 10 novembre 1987) tout en affirmant dans le même article que la société russe

Socialisme ou Barbarie définies par sa propre évolution ou ses positions personnelles dans des circonstances précises. Cela explique que le groupe connut des scissions successives, causées principalement par le refus d'une partie des membres d'accepter cette identification des idées du groupe à celles de Castoriadis. Ce dernier parvint toujours à conserver groupe et revue jusqu'à sa dissolution publique, en 1967.

Après une brève tentative avortée de reconstituer un groupe en mai 1968 (et sa participation à un ouvrage collectif, *La Brèche*, avec Edgar Morin et Claude Lefort, ainsi que des écrits dans le journal théorique de la CFDT), Castoriadis cessa de s'occuper directement et activement de politique, bien qu'il apparaisse alors de plus en plus, au fil de sa progression dans les postes universitaires, comme un des penseurs de référence dans le commentaire public des événements politiques importants. Cela s'était déjà formé au milieu des années 60 dans sa participation avec d'autres intellectuels « de gauche » aux discussions d'un « cercle Saint-Just », version gauchiste des clubs où, dans cette période, s'élabora la relève politique du gaullisme. On doit dire qu'une telle position dans le milieu intellectuel était largement favorisée par l'évolution même de ses conceptions, évolution déjà bien amorcée dans Socialisme ou Barbarie.

A partir de 1966, ses textes prennent une tournure de plus en plus abstraite et philosophique. La publication à partir de 1974 aux éditions de poche 10/18, sous le bandeau de Socialisme ou Barbarie, de ses seuls écrits politiques parus dans la revue, avec des textes introductifs nouveaux, portent témoignage de l'évolution de Castoriadis sur des questions plus fondamentales que celles traitées dans la présente brochure. De la critique de l'URSS bolchevique et de la théorisation globale des formes capitalistes autour de la notion dirigeants/exécutants, Castoriadis glissa vers une remise en cause du marxisme, du matérialisme et vers l'élaboration de cette théorie de « l'imaginaire social » qui devait lui attirer à la fois les louanges des milieux non marxistes et les fortes critiques des autres.

L'ouvrage de base dans ce domaine reste *L'Institution imaginaire de la société*, publié en 1975, premier d'une série d'ouvrages ultérieurs approfondissant ce thème : « L'institution est un réseau symbolique, socialement sanctionné, où se combinent en proportions et relations variables une composante fonctionnelle et une composante imaginaire. »

En 1977, il participa notamment avec Lefort (Montal), un ex de Socialisme ou Barbarie, à la revue *Libre*, qui ne connaîtra que

créés spontanément par un mouvement profond de la classe, donc avant la "prise du pouvoir" ; et s'il en est ainsi, il est évident qu'ils joueront un rôle primordial pendant toute la période révolutionnaire, dont le début est précisément marqué (comme je le disais dans mon texte sur le parti du n° 10) par la constitution des organismes autonomes des masses.

» Là où par contre il y a, en effet, une réelle différence d'opinion entre nous, c'est sur la question de savoir si, pendant cette période révolutionnaire, ces Conseils sont le seul organisme qui joue un rôle effectif dans la conduite de la révolution, et, dans une moindre mesure, quel est le rôle et la tâche des militants révolutionnaires d'ici là. C'est-à-dire, la "question du parti".

» Vous dites "pour conquérir le pouvoir nous n'avons que faire d'un « parti révolutionnaire » prenant la direction de la révolution prolétarienne". Et plus loin, après avoir rappelé à juste titre qu'il y a, à côté de nous, une demi-douzaine d'autres partis ou groupes qui se réclament de la classe ouvrière, vous ajoutez : "Pour qu'elles (les masses dans leurs Conseils) se décident de la meilleure manière possible, elles doivent être éclairées par des avis bien considérés et venant du plus grand nombre de côtés possible." Je crains que cette vue de la chose ne corresponde en rien aux traits à la fois les plus aveuglants et les plus profonds de la situation actuelle et prévisible de la classe ouvrière. Car ces autres partis et groupes dont vous parlez ne représentent pas simplement des opinions différentes sur la meilleure manière de faire la révolution, et les séances des Conseils ne seront pas des calmes réunions de réflexion où, après avis de ses divers conseillers (les représentants des groupes et partis), la classe ouvrière se décidera à suivre telle voie plutôt que telle autre. Dès la constitution des organismes de la classe ouvrière, la lutte des classes sera transposée au sein même de ces organismes ; elle y sera transposée par les représentants de la plupart de ces "groupes ou partis" qui se réclament de la classe ouvrière mais qui, dans la plupart des cas, représentent les intérêts et l'idéologie de classes hostiles au prolétariat, comme les réformistes et les staliniens. Même s'ils ne s'y trouvent pas sous leur forme actuelle, ceux-ci s'y trouveront sous une autre, soyons-en sûrs. Selon toute vraisemblance, ils auront au départ une position prédominante. Et toute l'expérience des vingt dernières années — de la guerre d'Espagne, de l'Occupation et jusques et y compris l'expérience de la moindre réunion syndicale actuellement — nous enseigne que des militants qui ont nos opi-

nions devront conquérir par la lutte même le droit à la parole au sein de ces organismes.

» L'intensification de la lutte des classes pendant la période révolutionnaire prendra inévitablement la forme de l'intensification de la lutte des diverses fractions au sein des organismes de masse. Dans ces conditions, dire qu'une organisation révolutionnaire d'avant-garde se bornera à "éclairer par des avis bien considérés" les Conseils est, je crois, ce qu'on appelle en anglais un *"understatement"* (12). Après tout, si les Conseils de la période révolutionnaire s'avèrent être ces assemblées de sages où personne ne vient troubler le calme nécessaire à une réflexion bien pesée, nous serons les premiers à nous en féliciter ; nous nous sentons sûrs, en effet, que notre avis prévaudrait si les choses se passaient de cette manière. Mais ce n'est que dans ce cas que le "parti ou groupe" pourrait se limiter aux tâches que vous lui assignez. Et ce cas est de loin le plus improbable. La classe ouvrière qui formera ces Conseils ne sera pas une classe différente de celle qui existe aujourd'hui ; elle aura fait un énorme pas en avant, mais, pour reprendre une expression célèbre, elle portera encore sur les flancs les stigmates de la situation dont elle procède. Elle sera en surface dominée par des influences profondément hostiles, auxquelles au départ ne s'opposeront que sa volonté révolutionnaire encore confuse et une avant-garde minoritaire. Celle-ci devra par tous les moyens compatibles avec notre idée fondamentale de l'autonomie de la classe ouvrière agrandir et approfondir son influence sur les Conseils, gagner à son programme la majorité. Elle aura peut-être même à agir avant ; que devra-t-elle faire si, représentant 45 % des Conseils, elle apprend qu'un parti néo-stalinien quelconque se prépare à prendre le pouvoir pour le lendemain ? Ne devra-t-elle pas tâcher de s'en emparer immédiatement ?

» Je ne pense pas que vous soyez en désaccord avec tout cela ; je crois que ce que vous visez surtout dans vos critiques c'est l'idée du parti "direction révolutionnaire". J'ai pourtant essayé d'expliquer que le parti ne pouvait pas être la direction de la classe, ni avant, ni après la révolution : ni avant, parce que la classe ne le suit pas et qu'il ne saurait diriger tout au plus qu'une minorité (et encore, la "diriger" dans un sens tout relatif : l'influencer par ses idées et son action exemplaire) ; ni après, car le pouvoir prolétarien ne peut pas être le pouvoir du parti, mais le pouvoir de la classe dans ses organismes autonomes de masse. Le seul moment où le parti peut s'approcher d'un rôle de direction effective, de corps qui tâche d'imposer sa volonté même par la violence,

(12) Note figurant dans *Socialisme ou Barbarie* : « "understatement", expression qui pèche par excès de modération. »

CORNÉLIUS CASTORIADIS

(1922-1997)

(connu dans les milieux politiques de l'ultra-gauche sous les pseudonymes de Barjot, Cardan, Chaulieu, Coudray)

Né le 11 mars 1922 à Constantinople dans une famille de moyenne bourgeoisie grecque, qui dut se replier en Grèce sous la menace d'épuration ethnique par les Turcs. Il est mort à Paris, où il vivait depuis 1945, le 26 décembre 1997.

Lycéen, il entre en 1936, à quinze ans, aux Jeunesses communistes puis, en 1939, alors qu'il est étudiant, au Parti communiste grec (tendance archéo-marxiste d'une orthodoxie rigoureuse). Trois ans plus tard, en 1942, il devient trotskyste, position difficile à tenir dans les tourmentes de la guerre et de l'occupation.

Fin 1945, menacé à la fois par le gouvernement fasciste de Metaxas et par les communistes staliniens, il émigre en France où il termine ses études de droit, de sciences économiques et politiques avec une bourse de l'Institut français d'Athènes. En 1948, il devient responsable économiste à l'OCDE, poste qu'il occupera jusqu'en 1980. Parallèlement, ayant été naturalisé français en 1970, et après un détour par la psychanalyse (d'une certaine façon disciple de Lacan), il exercera comme psychanalyste et poursuivra une carrière universitaire, étant au moment de son décès directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

Bien que très critique à l'égard du trotskysme en raison de son expérience grecque (notamment après la tentative manquée de coup d'Etat stalinien en Grèce), il entrera, à sa venue en France au Parti communiste internationaliste (PCI, 4e Internationale). Ses critiques, notamment sur la nature de l'URSS, lui valent de se retrouver un des animateurs de la tendance « Chaulieu-Montal » qui rompt définitivement avec le PCI en 1947 (rupture précipitée par les positions du PCI à propos de la rupture Tito-Staline). Il semble qu'à cette époque, Castoriadis fut influencé par C. L. R. James et le groupe Facing Reality qui sortit du trotskysme à la même époque. Cette sortie du PCI se matérialise par la formation du groupe Socialisme ou Barbarie et le lancement de la revue du même nom. Castoriadis en fut un des principaux contributeurs, son évidente influence, due tant à sa forte personnalité qu'à des qualités brillantes pour développer des synthèses globales, jouant un rôle déterminant dans les orientations successives du groupe

Chacun pourra juger, d'après une telle déclaration et tout ce que nous avons exposé auparavant, de la constance des positions de Castoriadis quant aux questions soulevées par Pannekoek et alors tout autant éludées. Les termes, à quelques variantes près, sont exactement les mêmes que ceux avancés en 1958 lors de la première grande crise au sein de Socialisme ou Barbarie, et qui justifiaient alors la constitution d'une organisation centralisée plus ou moins de type léniniste. Il n'est nullement expliqué pourquoi une telle organisation, même édulcorée par des considérations sur ce « qu'elle ne devrait pas être », « restait et reste indispensable ». Pas plus que n'est abordée la question centrale des relations de cette « organisation indispensable » avec les organismes de lutte (et éventuellement de pouvoir social) créés par les travailleurs eux-mêmes. Bien plus, si la « mission » de cette organisation indispensable ne peut s'accomplir que par « la guerre contre les mystifications... et par le caractère exemplaire de son mode d'intervention », on ne peut que se demander ce qui peut se cacher derrière ces mots et repenser à la question de Pannekoek sur ce que ferait une telle organisation si les conseils ou toute autre structure de base étaient en passe d'être conquis par une autre organisation « révolutionnaire ».

La réponse de Chaulieu/Castoriadis était sans ambiguïté : il faudrait prévenir cette conquête en les conquérant nous-mêmes. La phraséologie entourant la définition de cette « organisation révolutionnaire indispensable » ne permet nullement de lever le doute à ce sujet. Non seulement parce la vieille discussion n'est même pas évoquée, mais parce que le problème de cette relation entre organisation des révolutionnaires et organisations de base n'est même pas examinée, sauf pour faire de l'organisation des révolutionnaires les dépositaires d'une conscience au nom de laquelle ceux-ci doivent intervenir de manière exemplaire. Si « l'imaginaire » des travailleurs œuvre, comme dans le cas hongrois, pour « une création institutionnelle social-historique », en quoi une organisation distincte de ces créations est-elle nécessaire pour constituer une sorte de tribunal de l'Histoire ? Ou, pour paraphraser Orwell, tout le monde ayant une même et égale « conscience », certains pourtant sont-ils plus « conscients » que d'autres ?

peut être une certaine phase de la période révolutionnaire précédant immédiatement le dénouement de celle-ci ; des décisions pratiques importantes peuvent avoir à être prises ailleurs que dans les Conseils si les représentants d'organisations en fait contre-révolutionnaires y participent, le parti peut s'engager sous la pression des circonstances dans une action décisive même s'il n'est pas, dans les votes, suivi par la majorité de la classe. Le fait qu'en agissant ainsi, le parti n'agira pas comme un corps bureaucratique visant à imposer sa volonté à la classe, mais comme l'expression historique de la classe elle-même, dépend d'une série de facteurs, dont on peut discuter dans l'abstrait dès aujourd'hui, mais dont l'appréciation concrète ne pourra avoir lieu qu'à ce moment-là : quelle proportion de la classe est d'accord avec le programme du parti, quel est l'état idéologique du reste de la classe, où en est la lutte avec les tendances contre-révolutionnaires au sein des Conseils, quelles sont les perspectives ultérieures, etc. Dresser dès maintenant une série de règles de conduite pour les divers cas possibles serait sans doute puéril ; on peut être sûr que les seuls cas qui se présenteront seront les cas non prévus.

» Il y a des camarades qui disent : tracer cette perspective c'est laisser la voie ouverte à une dégénérescence possible du parti dans le sens bureaucratique. La réponse est : ne pas la tracer, signifie accepter dès maintenant la défaite de la révolution ou la dégénérescence bureaucratique des Conseils, et ceci non plus comme une possibilité, mais comme une certitude. En fin de compte, refuser d'agir par peur qu'on ne se transforme en bureaucrate, me paraît aussi absurde que renoncer à penser par peur de se tromper. De même que la seule "garantie" contre l'erreur consiste dans l'exercice de la pensée lui-même, de même la seule "garantie" contre la bureaucratisation consiste dans une action permanente dans un sens antibureaucratique, en luttant contre la bureaucratie et en démontrant pratiquement qu'une organisation non bureaucratique de l'avant-garde est possible, et qu'elle peut organiser des rapports non bureaucratiques avec la classe. Car la bureaucratie ne naît pas de conceptions théoriques fausses, mais des nécessités propres de l'action ouvrière à une certaine étape de celle-ci, et c'est dans l'action qu'il s'agit de montrer que le prolétariat peut se passer de la bureaucratie. En fin de compte, rester surtout préoccupé par la peur de la bureaucratisation, c'est oublier que dans les conditions actuelles une organisation ne saurait acquérir une influence notable auprès des masses qu'à condition d'exprimer et de réaliser leurs

aspirations antibureaucratiques ; c'est oublier qu'un groupe d'avant-garde ne pourra parvenir à une existence véritable qu'en se modelant perpétuellement sur ces aspirations des masses ; c'est oublier qu'il n'y a plus de place pour l'apparition d'une nouvelle organisation bureaucratique. L'échec permanent des tentatives trotskistes de recréer purement et simplement une organisation "bolchevique" trouve là sa cause la plus profonde.

» Pour clore ces quelques réflexions, je ne pense pas non plus qu'on puisse dire que dans la période actuelle (et d'ici la révolution) la tâche d'un groupe d'avant-garde soit une tâche "théorique". Je crois que cette tâche est aussi et surtout une tâche de lutte et d'organisation. Car la lutte de classe est permanente, à travers ses hauts et ses bas, et la maturation idéologique de la classe ouvrière se fait à travers cette lutte. Or le prolétariat et ses luttes sont actuellement dominés par les organisations (syndicats et partis) bureaucratiques, ce qui a comme résultat de rendre les luttes impossibles, de les dévier de leur but de classe ou de les conduire à la défaite. Une organisation d'avant-garde ne peut pas assister indifférente à ce spectacle, ni se borner à apparaître comme l'oiseau de Minerve à la tombée de la nuit, laissant choir de son bec des tracts expliquant aux ouvriers les raisons de leur défaite. Elle doit être capable d'intervenir dans ces luttes, combattre l'influence des organisations bureaucratiques, proposer aux ouvriers des modes d'action et d'organisation ; elle doit même parfois être capable de les imposer. Quinze ouvriers d'avant-garde résolus peuvent, dans certains cas, mettre en grève une usine de cinq mille, s'ils sont disposés à bousculer quelques bureaucrates staliniens — ce qui n'est ni théorique, ni même démocratique, ces bureaucrates étant toujours élus avec de confortables majorités par les ouvriers eux-mêmes.

» Je voudrais avant de terminer cette réponse dire deux mots sur notre deuxième divergence, qui n'a à première vue qu'un caractère théorique : celle sur la nature de la révolution russe. Nous pensons que caractériser la révolution russe comme une révolution bourgeoise fait violence aux faits, aux idées et au langage. Que dans la révolution russe, il y ait eu plusieurs éléments d'une révolution bourgeoise — en particulier, la "réalisation des tâches bourgeoises-démocratiques" — a toujours été reconnu, et, longtemps avant la révolution même, Lénine et Trotsky en avaient fait la base de leur stratégie et tactique. Mais ces tâches, dans l'étape donnée du développement historique et la confi-

Observons en passant que Castoriadis se pose la double question du « comment ? » et de la « capacité » (des hommes à résoudre leurs problèmes). Cette capacité ne peut donc venir, d'après Castoriadis, ni de la situation objective dans le procès de production, ni des luttes en découlant. Cela ouvre la porte à l'idée d'« élévation de la conscience » ; ce faisant, il dénie aux « marxistes actuels » et à tous autres la possibilité de résoudre cette question, tout en s'estimant lui-même capable de la faire. On peut rapprocher la manière de poser cette question d'une petite phrase jetée dans l'article de *Libre* déjà cité à propos des conseils hongrois : « C'est en quoi réside l'importance de la *revendication* autogestionnaire des conseils ouvriers hongrois et de la *revendication* de la formation de conseils dans tous les secteurs de la vie nationale... » *(c'est nous qui soulignons, NDLE)* (*Libre*, p 71). Le terme « revendication » est repris quelques lignes plus loin pour étayer une demande de « participation au pouvoir politique ». On reste surpris devant une telle formulation car une « revendication » et une « participation » supposent qu'un pouvoir reste extérieur aux conseils qui, s'ils existent dans toute leur dimension, sont le pouvoir, n'ayant rien à « revendiquer » et pas d'autres organismes avec lesquels « participer ». (48).

Ce qui suit dans le même texte de *La Société bureaucratique* (10/18, tome 1, pp.38 et 39) éclaire notre observation :

« La question du statut d'une organisation révolutionnaire se trouvait derechef posée. Il devenait définitivement clair, et il était clairement affirmé, qu'à aucun moment et à aucun titre *une telle organisation, qui restait et reste indispensable (c'est nous qui soulignons, NDLE)* ne pourrait, sans cesser d'être ce qu'elle voulait être, prétendre à un rôle "dirigeant" quelconque. Cela ne signifiait pas qu'elle devenait superflue, tout au contraire, mais qu'il fallait définir sa fonction, son activité, sa structure de manière radicalement différente que par le passé... La seule position cohérente était, et est toujours pour moi, que la fonction de l'organisation révolutionnaire est de faciliter aussi bien les luttes quotidiennes de travailleurs que leur accession à la conscience des problèmes universels de la société — que l'organisation de celle-ci fait tout pour rendre impossible — et qu'elle ne pouvait l'accomplir que par la guerre contre les mystifications idéologiques réactionnaires et bureaucratiques, et, surtout par le caractère exemplaire de son mode d'intervention, toujours orienté dans le sens de la gestion de leurs luttes par les travailleurs eux-mêmes et de sa propre existence, comme collectivité autogérée... ».

(48) Il est difficile de dire si le vocabulaire utilisé ici découle des conceptions mêmes de Castoriadis. Si tant est que les mots aient un sens, « revendication » signifie « demande à quelqu'un d'autre », en l'occurrence à des dirigeants disposant d'un pouvoir. On peut rapprocher cette ambiguïté des positions adoptées par Mothé à propos de l'autogestion et précisées sous la note 30 ci-dessus.

tion par les producteurs et la gestion collective de leurs affaires par les intéressés dans tous les domaines de la vie publique étaient impossibles et inconcevables hors un déploiement sans précédent de l'activité autonome des masses, revenait à dire que la révolution socialiste n'est rien de plus et rien de moins que l'explosion de cette activité autonome, instituant de nouvelles formes de vie collective, éliminant au fur et à mesure de son développement non seulement les manifestations mais les fondements de l'ordre ancien, et en particulier toute catégorie ou organisation séparée de " dirigeants " (dont l'existence signifie *ipso facto* la certitude d'un retour à l'ordre ancien ou plutôt témoigne par elle-même que cet ordre est toujours là), créant à chacune de ses étapes des points d'appui pour son développement ultérieur en les ancrant dans la réalité sociale. » (Pages 21-22.)

« Si le socialisme est le déploiement de l'activité autonome des masses et si les objectifs de cette activité et ses formes ne peuvent découler que de l'expérience propre que les travailleurs font de l'exploitation et de l'oppression, il ne peut être question, ni de leur inculquer une "conscience socialiste" produite par une théorie, ni de se substituer à eux pour la direction de la révolution ou la construction du socialisme. » (P. 22.)

« Deux facteurs me semblent avoir été déterminants dans mon attitude de l'époque. Le premier c'est que je mesurais dans toute son ampleur l'étendue du problème de centralisation dans la société moderne — et dont je pense toujours qu'il était sous-estimé par ceux qui, dans le groupe, s'opposaient à moi sur cette question — et qu'il me paraissait, à tort, que le parti y fournissait un élément de réponse... Le deuxième, c'est l'antinomie impliquée dans l'idée même d'organisation et d'activité révolutionnaires : savoir, ou croire savoir, que le prolétariat devrait arriver à une conception de la révolution et du socialisme qu'il ne peut tirer que de lui-même et ne pas se croiser les bras pour autant. » (P. 23.)

Quelques pages plus loin, dans cette même introduction, Castoriadis constate que :

« le seul problème politique est précisément celui-ci : comment les hommes peuvent devenir capables de résoudre leurs problèmes eux-mêmes. Tout dépend donc de cette capacité, dont il est non seulement vain, mais intrinsèquement contradictoire, de chercher soit un substitut (bolchevisme) soit une "garantie objective" (la quasi-totalité des marxistes actuels)... »

guration des forces sociales en Russie, ne pouvaient être abordées que par la classe ouvrière qui, du même coup, ne pouvait que se poser des tâches essentiellement socialistes.

» Vous dites : la participation des ouvriers ne suffit pas. Bien sûr ; dès qu'un combat devient un combat de masses les ouvriers y sont, car ils sont les masses. Mais le critère n'est pas là ; c'est de savoir si les ouvriers s'y trouvent comme la pure et simple infanterie de la bourgeoisie ou s'ils combattent pour leurs propres buts. Dans une révolution où les ouvriers se battent pour la "Liberté, l'Egalité, la Fraternité" — et quelle que soit la signification que subjectivement ils donnent à ces mots d'ordre — ils sont l'infanterie de la bourgeoisie. Lorsqu'ils se battent pour "Tout le pouvoir aux Soviets", ils se battent pour le socialisme. Ce qui fait de la révolution russe une révolution prolétarienne, c'est que le prolétariat y est intervenu comme la force dominante avec son propre drapeau, son visage, ses revendications, ses moyens de lutte, ses propres formes d'organisation ; c'est que non seulement il a constitué des organismes de masse visant à s'approprier tout le pouvoir mais qu'il est passé de lui-même à l'expropriation des capitalistes et commença à réaliser la gestion ouvrière des usines. Tout cela fait à jamais de la révolution russe une révolution prolétarienne, quel qu'ait pu être son sort ultérieur — de même que ni ses faiblesses, ni sa confusion, ni sa défaite finale n'empêchent la Commune de Paris d'avoir été une révolution prolétarienne.

» Cette divergence peut paraître à première vue théorique : je pense cependant qu'elle a une importance pratique dans la mesure où elle traduit une différence de méthodologie à propos d'un problème actuel par excellence : le problème de la bureaucratie. Le fait que la dégénérescence de la révolution russe n'a pas donné lieu à une restauration de la bourgeoisie mais à la formation d'une nouvelle couche exploiteuse, la bureaucratie ; que le régime qui porte cette couche, malgré son identité profonde avec le capitalisme (en tant que domination du travail mort sur le travail vivant), en diffère sous une foule d'aspects qu'on ne saurait négliger sans se refuser à y comprendre quoi que ce soit ; que cette même couche, depuis 1945, est en train d'étendre sa domination sur le monde ; qu'elle est représentée dans les pays d'Europe occidentale par des partis profondément enracinés dans la classe ouvrière — tout cela fait que nous pensons que se borner à dire que la révolution russe a été une révolution bourgeoise équivaut à fermer volontairement ses yeux devant les traits les plus importants de la situation mondiale d'aujourd'hui.

» J'espère que cette discussion pourra se poursuivre et s'approfondir, et je crois inutile de vous répéter que nous accueillerons avec joie dans *Socialisme ou Barbarie* tout ce que vous voudrez bien nous envoyer. »

4.
LA DEUXIÈME LETTRE DE PANNEKOEK À SOCIALISME OU BARBARIE

Après ce premier échange, il semblerait que des relations fructueuses puissent se tisser ultérieurement, en dépit des divergences qui, déjà, pouvaient se faire jour. On comprend dès lors que Pannekoek réponde, le 15 juin 1954, par une lettre adressée, comme la première, nominalement à Chaulieu (13) :

« J'ai constaté avec beaucoup de plaisir que vous avez publié dans votre revue *Socialisme ou Barbarie* une traduction de ma lettre annotée de remarques critiques, de manière à faire participer vos lecteurs à une discussion sur des questions fondamentales. Comme vous exprimez le désir de poursuivre la discussion, je vous envoie quelques remarques sur votre réponse. Naturellement, il reste des divergences d'opinion qui peuvent apparaître dans la discussion avec une plus grande clarté. De telles divergences sont normalement le résultat d'une appréciation différente de ce qu'on considère comme les points les plus importants, ce qui à son tour est en rapport avec nos expériences pratiques ou le milieu dans lequel on se trouve. Pour moi, ce fut l'étude des grèves politiques en Belgique (1893), en Russie (1905 et 1917), en Allemagne (1918 à 1919), étude par laquelle j'essayai de parvenir à une claire compréhension du caractère fondamental de telles actions. Votre groupe vit et travaille parmi l'agitation de classe des ouvriers d'une grande ville industrielle ; par conséquent, votre attention est complètement concentrée sur un problème pratique : comment des méthodes de lutte efficaces pourraient-elles se développer au-delà de la lutte inefficace des partis et des grèves partielles d'aujourd'hui ?

» Naturellement, je ne prétends pas que les actions révolutionnaires de la classe ouvrière se dérouleront toutes dans une atmosphère de discussion paisible. Ce que je prétends est que le résultat de la lutte, souvent violente, n'est pas déterminé par des circonstances accidentelles, mais par ce qui est vivant dans la pensée des ouvriers, comme la base d'une conscience solide acquise par l'expérience, l'étude ou leurs discussions. Si tions et toutes les analyses de ce courant révolutionnaire qui, bien sûr, sapent totalement les constructions de Castoriadis. On peut se demander d'ailleurs ce que la timide référence à la Révolution espagnole de 1936 vient faire ici, car, précisément, elle ne se déroule pas dans un « Etat moderne bureaucratisé ».

On peut comprendre dès lors pourquoi fut brusquement interrompu ce bref échange avec celui qui « représentait » le communisme de conseils germano-hollandais. Mais pourtant, un problème essentiel subsistait, celui-là même que Castoriadis (et la majorité de Socialisme ou Barbarie) avait rejeté en rejetant Pannekoek et qui dépassait celui des conseils allemands. C'était celui que Pannekoek avait posé dès sa première lettre, celui des relations entre l'organisation de militants révolutionnaires et les organisations de base créées par les travailleurs en lutte.

11.
CASTORIADIS ET LA QUESTION DE L'ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE

Construction sortie de la lutte des classes ou de l'imaginaire de Castoriadis, militants sortis de l'affrontement capital-travail ou de leur révolte individuelle consciente contre la « chose », finalement, il importait peu car, dans tous les cas de figure théorique, qui s'étaient quand même posés en pratique dans différentes circonstances historiques, la question centrale restait celle des relations entre l'organisation « révolutionnaire » de ces « révolutionnaires conscients », d'où qu'ils proviennent, et les organisations de base créées par les travailleurs dans leur lutte et pouvant devenir, dans leur dynamisme, les organes de gestion d'une société communiste.

Castoriadis, même après avoir rompu avec Pannekoek sur ce thème — et pour cause — n'en restait pas moins parfaitement conscient de ce « problème » et le définira, sans pouvoir le résoudre, dans sa préface au tome 1 de *La Société bureaucratique* (10/18), paru en 1973 (on a écarté les prémisses de ces citations car elles ne font qu'expliquer ce qui est déjà connu, le « capitalisme bureaucratique » russe et la division « dirigeants-exécutants ») :

« Que l'expérience de l'exploitation et de l'oppression par la bureaucratie, venant après celle du capitalisme privé, ne laisserait aux masses insurgées d'autre voie que la revendication de la gestion ouvrière de la production, était une simple déduction logique formulée dès 1947 et amplement confirmée par la révolution hongroise de 1956. Que la gestion de la produc-

(13) Texte publié pour la première fois dans le n° 8 (mai 1971) des *Cahiers du communisme de conseils*. Cette publication fut stoppée après douze numéros lorsque, en 1972, son animateur, Robert Camoin, rejoignit le regroupement autour de Révolution internationale qui devait ultérieurement donner naissance au Courant communiste international (CCI).

sont ainsi déroulés dans la pensée de Castoriadis tant au sein de Socialisme ou Barbarie qu'après la fin de ce groupe en 1967, vers et dans sa carrière universitaire, on ne peut qu'être frappé par la continuité de ses idées de base sur la division de la société capitaliste non en *classes* mais en dirigeants et exécutants, idées maintes fois développées dans ses écrits anciens ou récents. Même si cela peut paraître très schématique, nous pensons que Castoriadis a conservé du trotskysme de ses origines plusieurs lignes de force qui peuvent expliquer l'évolution de ses idées :

— la Révolution russe de 1917 a introduit un système en « progrès » par rapport aux vieux Etats capitalistes. On peut relier ce concept à celui de l'Etat socialiste « dégénéré » des trotskystes ;

— dans la ligne de cette idée de « dégénérescence » et refusant dès les débuts de Socialisme ou Barbarie d'appliquer au « nouveau système soviétique » les notions traditionnelle/ de classe, Castoriadis invente ce qui reste la seule « opposition », celle de « dirigeants/exécutants » qui restera jusqu'à sa mort l/ fil conducteur de ses analyses, l'extrapolant rapidement dans tous les pays capitalistes puisque ceux-ci sont supposés suivre la tendance « progressiste » de la société soviétique ;

— comme les notions de classes et de lutte des classes sont devenues obsolescentes, et que par suite de l'abandon des théories marxistes, les développements et créations des luttes ouvrières ne peuvent venir de l'opposition capital-travail et se concrétiser dans cette dialectique, il faut réinventer le volontarisme (rejoignant en ceci le militantisme des révolutionnaires conscients du léninisme rejeté par ailleurs) et affubler les luttes de formes d'organisation tombées du ciel toutes armées dans « l'imaginaire » individuel et collectif. Rien n'est plus clair sur ce point que Castoriadis lui même : « Toute société présente, dans toutes ses manifestations, un foisonnement sans fin d'éléments qui n'ont rien à faire avec le réel, ni le rationnel, ni avec le symbolique, et qui relèvent de ce que j'ai appelé l'imaginé ou l'imaginaire... » (*La Société bureaucratique,* 1, introduction, p.52, 10/18, 1973) ;

— l'insurrection hongroise lui paraît être dès lors le « modèle » même de l'action révolutionnaire « moderne » parce que se déroulant dans un « capitalisme bureaucratique avancé », mais sans aucun lien avec tout ce qui a pu les précéder, même sous l'étiquette de « conseils ouvriers », parce que ces derniers n'étaient pas une lutte dans une société bureaucratique. On peut donc renvoyer aux oubliette les « vieilles lunes » de Pannekoek et autres et considérer comme totalement sans intérêt toutes les actions, toutes les créa-

le personnel d'une usine doit décider de faire la grève ou non, la décision n'est pas prise en frappant du poing sur la table, mais normalement par des discussions

Vous posez le problème d'une manière entièrement pratique : qu'est-ce que le parti ferait s'il avait derrière lui 45 % des membres des conseils et s'il attendait qu'un autre parti (néo-stalinien qui s'efforcerait de conquérir le régime) tente de saisir le pouvoir par la force ? Votre réponse est : il faudrait le devancer en faisant ce que nous craignons qu'il fasse. Que sera le résultat définitif d'une telle action ? Regardez ce qui s/est passé en Russie. Là existait un parti, avec de bons principes révolutionnaires, influencés par le marxisme ; et assuré, de plus, du soutien des conseils déjà formés par les ouvriers ; cependant, il fut obligé de saisir le pouvoir, et le résultat fut le stalinisme totalitaire (si je dis "il fut obligé" cela veut dire que les circonstances n'étaient pas assez mûres pour une vraie révolution prolétarienne Dans le monde occidental dans lequel le capitalisme est plus développé, les circonstances certainement sont plus mûres ; la mesure en est donnée par le développement de la lutte de classe). Alors, on doit poser la question : la lutte du parti tel que vous le proposez, pourrait-elle sauver la révolution prolétarienne ? Il me semble qu'elle serait plutôt un pas vers une nouvelle oppression.

» Certainement, il y aura toujours des difficultés. Si la situation française, ou mondiale, exigeait une lutte en masse des ouvriers, les partis communistes tenteraient tout de suite de transformer l'action en une démonstration pro-russe dans le cadre du parti. Il faut mener une lutte énergique contre ces partis. Mais nous ne pouvons pas les battre en suivant leurs méthodes. Cela n'est possible qu'en pratiquant nos méthodes propres. La vraie forme d'action d'une classe en lutte, c'est la force des arguments, basée sur le principe fondamental de l'autonomie des décisions ! Les ouvriers ne peuvent prévenir une oppression venant du parti communiste que par le développement et le renforcement de leur propre pouvoir de classe ; cela veut dire leur volonté unanime de prendre les moyens de production sous leur contrôle et de les gérer.

» La condition principale pour la conquête de la liberté pour la classe ouvrière est que la conception de l'auto-gouvernement et autogestion de l'appareil de production soit enracinée dans la conscience des masses. Cela concorde, dans une certaine mesure, avec ce que Jaurès écrit sur la Constituante, dans son *Histoire socialiste de la révolution française* :

» "Cette assemblée, toute nouvelle, discutant de sujets politiques, savait, à peine réunie, déjouer toutes les manœuvres de la Cour. Pourquoi ? Parce qu'elle détenait quelques grandes idées abstraites, longuement et sérieusement mûries et qui lui donnaient une vue claire de la situation." *

* Traduit du hollandais.

» Bien sûr, les deux cas ne sont pas identiques. Au lieu des grandes idées politiques de la Révolution française, il s'agit des grandes idées sociales des ouvriers, c'est-à-dire : la gestion de la production par une coopération organisée. Au lieu de 500 députés forts de leurs idées abstraites acquises par l'étude, les travailleurs seront des millions guidés par l'expérience de toute une vie d'exploitation dans un travail productif. Voilà pourquoi je vois les choses de la manière suivante :

» La tâche la plus noble et la plus utile d'un parti révolutionnaire est, par sa propagande dans mille petits journaux, brochures, etc. d'enrichir la connaissance des masses dans le processus d'une conscience toujours plus claire et plus vaste.

» Maintenant, quelques mots sur le caractère de la révolution russe La traduction du mot anglais *"middle class revolution"* par "révolution bourgeoise" n'exprime pas exactement sa signification. Lorsqu'en Angleterre, les soi-disant classes moyennes saisirent le pouvoir, elles se composaient en grande partie de petits capitalistes, ou d'hommes d'affaires, propriétaires de l'appareil industriel de production. La lutte des masses était nécessaire pour chasser l'aristocratie du pouvoir ; mais en dépit de ce fait, cette masse n'était pas encore capable de s'emparer elle-même de l'appareil de production ; la capacité spirituelle, morale et organisatrice pour le faire, les ouvriers ne peuvent l'atteindre qu'à travers la lutte de classe dans un capitalisme assez développé. En Russie, il n'existait pas de bourgeoisie d'une certaine importance ; la conséquence fut que, de l'avant-garde de la révolution, allait naître une nouvelle "classe moyenne" comme classe dirigeante du travail productif, gérant l'appareil de production, et non comme un ensemble de propriétaires individuels possédant chacun une certaine part de cet appareil de production, mais comme propriétaires collectifs de l'appareil de production dans sa totalité

» En général, nous pouvons dire : Si les masses laborieuses (puisqu'elles sont le produit des conditions pré-capitalistes) ne sont pas encore capables de prendre la production dans leurs propres mains, inévitablement cela aura pour résultat qu'une nouvelle classe dirigeante deviendra maître de la production. C'est cette concordance qui me faisait dire que la révolution russe contenu et l'orientation des révolutions futures en Russie, en Chine et ailleurs... » (p. 53).

Nous n'aurons pas la cruauté d'insister sur le modèle russe pour les « révolutions futures », pas plus que nous ne nous égarerons dans l'utilisation de la Révolution hongroise qui aurait « posé en principe des formes organisationnelles et des significations sociales qui représentent une création institutionnelle socio-historique » pour justifier les développements de Castoriadis sur « l'imaginaire ».

Nous ne voulons que nous attacher ici, dans la ligne de la polémique Chaulieu-Pannekoek et de son évacuation, à tenter de cerner les constantes de pensée qui ont pu conduire Castoriadis à persévérer dans cette voie et dans ses conceptions sur l'organisation révolutionnaire.

Quelques pages plus loin, dans le même article, Castoriadis concède que :

> « Les formes d'organisation — les conseils — créées par les ouvriers hongrois sont du même type que les formes créées antérieurement et ailleurs par les révolutions ouvrières. Les buts et les revendications proclamées par ces conseils sont dans la ligne de ceux qui ont été mis en avant par l'histoire tout entière du mouvement ouvrier... » (p.65).

Pour ajouter qu'il y a « dans le monde moderne une unité du projet révolutionnaire » (p.65) (nous n'épiloguerons pas ici sur cette notion de « projet révolutionnaire »). Mais quelques lignes plus loin il donne des dates pour cet « héritage et continuité historique ». « 1871, 1905, 1917, 1915, 1936-1937,1956 ». (1915 ? erreur ou bien escamotage encore une fois de tout le mouvement des conseils allemands ?). On ne peut y répondre, mais par contre on peut souligner la contradiction entre « l'imaginaire » des conseils hongrois et la continuité historique qui, elle, n'est pas du tout imaginaire. De même que nous n'aborderons pas le glissement, dans le même article, des *conseils** hongrois vers « la *revendication autogestionnaire** des conseils ouvriers hongrois » ce qui nous ramènerait aux positions de Castoriadis à propos de mai 1968 telles qu'elles sont exposés sous la signature de Jean-Marc Coudray dans *Mai 1968 : la Brèche*, invitant les militants révolutionnaires à rejoindre la CFDT pour y promouvoir l'autogestion sauce syndicale (p. 111-112) (47).

* Souligné par nous (NDLE).

(47) *Mai 1968 : la Brèche, Premières réflexions sur les événements* (éd.. Fayard, juin 1968, rééd. Complexe) est un ouvrage collectif comprenant des articles distincts d'Edgar Morin, Claude Lefort et Jean-Marc Coudray— nouveau pseudonyme de Castoriadis qui, une fois de plus, révèle, par ses « conseils aux militants », l'ambiguïté de ses positions par rapport au système capitaliste.

Si l'on tente une synthèse de l'ensemble des épisodes qui se

« La révolution prolétarienne contre la bureaucratie vient de commencer. Pour la première fois depuis la révolution espagnole de 1936, la classe ouvrière crée à nouveau en Hongrie ses organismes autonomes de masse. Dès son premier jour, cette révolution se situe à un niveau plus élevé que les révolutions précédentes. Le régime bureaucratique est combattu de l'intérieur, par les travailleurs qu'il prétendait frauduleusement représenter, au nom du véritable socialisme qu'il a si longtemps prostitué. L'emprise des organisations bureaucratiques sur le mouvement ouvrier des pays capitalistes occidentaux ne se relèvera jamais du coup qu'elle vient de subir... " (44)

Une seule référence aux collectivités espagnoles — encore sans les nommer — et aucune à la Commune hongroise qui avait pourtant duré de mars à août 1919 (45) et, bien sûr, encore moins aux conseils allemands. Ces quelques lignes donnent la première approche d'une réponse : l'insurrection hongroise « se situe à un niveau plus élevé que les révolutions précédentes ». On devine pourquoi : parce qu'elle est dirigée contre la bureaucratie. Là se trouve la clé de la réponse et elle découle directement des conceptions mêmes de Castoriadis et de Socialisme ou Barbarie à l'époque : l'URSS et les pays de l'Est, toutes les sociétés capitalistes d'Etat sont la forme avancée du capitalisme, celle vers laquelle progressent les sociétés du capitalisme de marché occidentales. De ce fait, les luttes qui peuvent surgir dans ces « sociétés bureaucratiques avancées » sont un modèle pour la lutte de classe dans les sociétés qui n'ont pas encore atteint ce stade extrême. Ce qui se déroule là devient, non seulement exemplaire mais totalement nouveau et ne peut être rattaché à aucun des mouvements paraissant similaires du passé.

Dans un article écrit pour la revue américaine *Telos* (n° 29, automne 1976) et reproduit dans la revue *Libre* (46) (n° 1, 1977) (soit dix ans après la disparition de *Socialisme ou Barbarie*, et cette fois sous la seule signature de Castoriadis) celui-ci développe clairement cette conception :

« La société moderne est une société de capitalisme bureaucratique. C'est en Russie, en Chine et dans les autres pays qui se font passer pour "socialistes", que se réalise la forme la plus pure, la plus extrême — la forme totale — du capitalisme bureaucratique. La Révolution hongroise de 1956 a été la première et, jusqu'à présent, la seule révolution totale contre le capitalisme bureaucratique total — la première à annoncer le (dans son caractère essentiel et permanent) était une révolution bourgeoise. Certainement le pouvoir de masse du prolétariat était nécessaire pour détruire le pouvoir de l'ancien système (et ce fut en cela une leçon pour les travailleurs du monde entier). Mais une révolution sociale ne peut obtenir rien de plus que ce qui correspond au caractère des classes révolutionnaires, et si le plus grand radicalisme possible était nécessaire pour vaincre toutes les résistances, plus tard, il fallait revenir en arrière.

» Cela semble une règle générale de toutes les révolutions jusqu'à nos jours : jusqu'en 1793, la révolution française devenait de plus en plus radicale, jusqu'à ce que les paysans soient devenus définitivement les maîtres libres du sol, et que les armées étrangères soient repoussées ; à ce moment, les Jacobins furent massacrés et le capitalisme fit son entrée comme nouveau maître. Lorsqu'on regarde les choses de cette façon, le cours de la révolution russe fut le même que celui des révolutions précédentes qui toutes vainquirent le pouvoir, en Angleterre, en France, en Allemagne. La révolution russe ne fut nullement une révolution prolétarienne prématurée. La révolution prolétarienne appartient au futur.

» J'espère bien que cette explication, quoiqu'elle ne contienne pas d'arguments nouveaux, pourra aider à clarifier quelques divergences dans nos points de vue. »

5.
UN SILENCE DIFFICILE À EXPLIQUER ?

Cette deuxième lettre de Pannekoek du 15 juin 1954 ne fut jamais publiée dans *Socialisme ou Barbarie*, jusqu'à sa disparition en 1967. La question que l'on peut se poser, c'est pourquoi ? On peut se la poser d'autant plus que, ainsi que nous le verrons plus loin, une lettre d'un camarade hollandais de Spartacus, Theo Maassen, figurera dans le n° 18 de *Socialisme ou Barbarie* (janvier-mars 1956) (voir page 34 le texte complet de cette lettre).

On trouve pourtant encore mention des contacts avec Pannekoek, mais curieusement d'une manière tout à fait incidente, dans le numéro 15-16 de *Socialisme ou Barbarie* (octobre-décembre 1954), dans une brève note intitulée « *Socialisme ou Barbarie* à l'étranger » :

« Nous avons pensé qu'il intéresserait les lecteurs de *Socialisme ou Barbarie* d'être informés de l'écho que la revue commence à susciter parmi les milieux révolutionnaires d'autres pays et des commentaires ou traductions de nos textes publiés par des

(44) Conclusion de l'article de Chaulieu dans *Socialisme ou Barbarie* n° 20 (décembre 1956-février 1957) : « La révolution prolétarienne contre la bureaucratie ». Signalons qu'à l'époque, le groupe Socialisme ou Barbarie publie une brochure *L'Insurrection hongroise. Questions aux militants du PCF.*

(45) Deux ouvrages en français traitent des conseils hongrois de 1919 : *1919, la Commune de Budapest*, de Roland Bardy (éd. de la Tête de feuilles, 1973), et *La Commune hongroise et les anarchistes (21 mars-7 août 1919* de Dauphin-Meunier (copie de ce dernier à Echanges)

(46) *Telos* : revue universitaire américaine qui contribua à répandre, parmi, entre autres, les intellectuels ayant œuvré dans Socialisme ou Barbarie, les idées de Castoriadis, notamment par l'intermédiaire d'un traducteur de ses principaux textes, David Ames Curtis. Signalons que nombre des textes publiés dans *Socialisme ou Barbarie* furent traduits par le groupe anglais Solidarity et publiés sous forme de brochures (copies à Echanges). *Libre*, revue universitaire lancée par M. Abensour, C. Castoriadis, P. Clastres, M. Gauchet, C. Lefort et M. Luciani en 1977 (éd. Payot, « Petite Bibliothèque Payot ») ne connut que quelques numéros.

journaux ou périodiques étrangers. Nous n'en parlons pas pour nous décerner des louanges par personnes interposées — nous pensons que les camarades de l'étranger ne peuvent nous aider qu'en nous critiquant, et pour l'instant ils ne nous critiquent guère — mais à cause de l'importance politique de ce rétablissement des contacts entre groupes et publications d'avant-garde et de la convergence idéologique qui commence à se dessiner parmi eux.

» Il y a maintenant près de six ans que *Socialisme ou Barbarie* paraît. Pendant cette période, les échos de notre effort ont été rares pour ne pas dire nuls aussi bien en France qu'à l'étranger. Nous savions qu'il ne pouvait en être autrement, et que nous avions à continuer et à attendre. Nous savions qu'ailleurs des camarades poursuivaient un effort souterrain qui un jour arriverait à la surface, que d'autres parcouraient une évolution idéologique qui ne pouvait que les rapprocher de nos positions. C'est ce qui commence à se produire maintenant et qui confirme notre conviction sur la puissance des idées révolutionnaires et la renaissance inéluctable du mouvement prolétarien international.

» Certes, il ne s'agit pas de crier victoire. Le jour où une organisation révolutionnaire mondiale pourra naître est encore très loin. Mais il essentiel de constater qu'une étape importante est actuellement franchie et d'en prendre pleinement conscience, car il en découle non seulement une confirmation de notre perspective révolutionnaire mais aussi et surtout de nouvelles tâches idéologiques et pratiques.

» Le journal ouvrier *Correspondence* (14), publié aux Etats-Unis (dont nous avons parlé dans les n°s 13 (p. 82) et 14 (p. 74 de cette revue), publie dans son n° 21 (10 juillet 1954) une note sur *Socialisme ou Barbarie* dans laquelle il insiste en particulier sur la contribution de notre revue pour "créer un pont entre les classes ouvrières européenne et américaine", en publiant la traduction de "L'ouvrier américain" dans ses n°s 1 à 8, et en les faisant précéder d'une introduction, qui "montre combien profondément le traducteur a compris la contribution spécifiquement américaine de ce texte, aussi bien que sa signification universelle".

» Le groupe Spartacus de Hollande, sur lequel nous comptons informer davantage nos lecteurs dans un prochain numéro (et qui est proche des positions d'Anton Pannekoek) après avoir publié une note sur notre revue et nos positions, présente dans son journal *Spartacus* une traduction du texte "La grève évocation ressemble à une précaution oratoire. La convergence revendiquée sur les principes vole en effet très vite en éclats quand il s'agit de concevoir une stratégie : dans cet échange de lettres, Pannekoek et Castoriadis divergent totalement sur la question du parti. Le premier réfute sa nécessité alors que le second la défend très fermement... »

(14) *Correspondence* : la tendance Johnson-Forest, sortie du trotskysme américain, paraît avoir fortement influencé Castoriadis et la tendance Chaulieu-Montal. Le groupe américain alors constitué sous le nom de Facing Reality connut des scissions, dont l'une publia *Correspondence*, un journal ouvrier dont Socialisme ou Barbarie traduisit, dans ses huit premiers numéros, « L'ouvrier américain » de Paul Romano.

10.
LE REJET PAR S OU B (PAR CHAULIEU) DU COURANT COMMUNISTE DE CONSEILS

Comment expliquer le rejet par le groupe Socialisme ou Barbarie (par Chaulieu/Castoriadis) de toute référence au courant historique communiste de conseils ? C'est la question que l'on peut se poser au terme de cet exposé qui, s'il montre clairement qu'il y a eu, après de brefs échanges, effectivement une rupture (mal assumée d'ailleurs), ne donne finalement guère de clés permettant d'expliquer le pourquoi d'une telle attitude. Précisons qu'il ne s'agit nullement de formuler un jugement sur les convictions qui sous-tendaient cette attitude, mais de voir ce qui, dans les positions de base, permet de comprendre ce qui constituait ainsi une ligne politique.

Ce que nous venons de citer de l'opinion du camarade hollandais de Spartacus quelques années après la brusque rupture avec Pannekoek n'apporte pas non plus vraiment de réponse à cette question. L'attitude de Chaulieu/Castoriadis et de Socialisme ou Barbarie et l'impasse faite sur tout le mouvement des conseils germano-hollandais semblent d'autant plus paradoxale que peu de temps après cette polémique et cette rupture, lors de l'insurrection hongroise et des événements de Pologne, à la fin de 1956, *Socialisme ou Barbarie* consacra de longs développements à cette « révolution prolétarienne contre la bureaucratie » (n° 20, décembre 1956-février 1957) et tira à part une brochure reprenant les articles traitant de « l'insurrection hongroise ».

Cette soudaine apologie des conseils hongrois peut paraître d'autant plus curieuse que les articles en question ne faisaient aucune référence à un mouvement des conseils dont les premières manifestations étaient apparues en Russie en 1905, pour se développer ensuite dans la Russie de 1917 et prendre une dimension plus caractéristique dans l'Allemagne des années 1920. Les articles sur la Hongrie étaient suivis d'une conclusion rédigée par Chaulieu/Castoriadis, « La révolution prolétarienne contre la bureaucratie », dont les dernières lignes offrent un début de réponse à notre question :

base. Menée avec Pannekoek, cette discussion aurait eu un tout autre poids. Le « chapeau » du texte l'excluait d'avance, avec qui que ce fût, puisqu'il posait, avant tout débat, que les membres de Socialisme ou Barbarie (la majorité) ne se reconnaissaient nullement dans le discours de Theo Maassen.

(42) Ici, la manipulation de Castoriadis est évidente. Il se déclare « incapable de répondre » alors que plusieurs lettres furent échangées ultérieurement entre lui et Pannekoek.

(43) L'ouvrage de Philippe Gottraux *Socialisme ou Barbarie, un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre* (éd. Payot-Lausanne), auquel nous nous sommes déjà référés, est une approche solidement documentée pour tous ceux qui voudraient en savoir plus sur l'activité de Socialisme ou Barbarie et sur l'ensemble des participants à ce groupe.

tout entier dans une simple affirmation de principe ; il ne se « souvient plus des circonstances » — qu'il eût été facile de retrouver, soit par une plongée dans les archives qu'il possède sans aucun doute, soit par le concours des survivants du groupe ; si, effectivement, il ne se souvient plus, comment peut-il se rappeler si les membres cités assistaient à cette réunion et ont ou non décidé de la mise à l'écart de cette correspondance ? La contradiction consiste à mentionner que même ses textes n'étaient publiés — avec mention de ce qu'ils « ouvraient une discussion » — qu'après des controverses au cours des réunions : pourquoi alors la non-publication de la correspondance avec Pannekoek n'aurait-elle pas donné lieu à la même publication — avec mention ? Le problème ne réside d'ailleurs pas sur ces points relativement mineurs, qui traduisent la volonté d'une majorité du groupe d'alors, fortement soutenue par Chaulieu-Castoriadis, non seulement d'écarter tout contact avec Pannekoek, mais de mettre au placard un important mouvement historique, celui des conseils allemands, parce qu'il contredisait tout simplement toutes les théories fondatrices de Socialisme ou Barbarie, théories que Castoriadis soutiendra même après la disparition de Socialisme ou Barbarie.

Il est intéressant de reporter ici l'opinion donnée sur cet épisode Chaulieu-Pannekoek par Philippe Gottreaux dans son livre *Socialisme ou Barbarie, un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre* (43) :

> « Les rapports internationaux de S ou B ne prennent pas un tour aussi laconique lorsqu'ils sont susceptibles d'apporter des profits pour le groupe, essentiellement symboliques. C'est ainsi que l'on peut interpréter la discussion qui se noue en 1954 entre Castoriadis, au nom de S ou B, et Anton Pannekoek, figure emblématique du courant révolutionnaire appelé "communisme de conseils". Le prestige découlant d'une telle correspondance est du reste reconnu par Castoriadis dans sa "Réponse au camarade Pannekoek". Il souligne d'emblée la satisfaction procurée par cette correspondance et notamment de voir le travail de S ou B "apprécié par un camarade honoré comme vous l'êtes et qui a consacré toute sa vie au prolétariat et au socialisme". Castoriadis se dit également satisfait qu'il existe "un accord profond entre vous et nous sur les points fondamentaux", comme par exemple sur la conception du socialisme en terme de pouvoir des travailleurs organisés en conseils. Pourtant cet accord demeure très général, au point même que son

chez Renault", et dans sa revue théorique une traduction de "La bureaucratie syndicale et les ouvriers", paru dans le n° 13 de *Socialisme ou Barbarie*.

» En Italie, la revue *Prometeo*, publiée par les camarades du Parti communiste internationaliste en collaboration avec d'autres groupements de gauche (15), imprime dans son numéro de mars une traduction de larges extraits de l'éditorial "Socialisme ou barbarie", publié dans notre n° 1.

» D'autre part, le journal *L'Impulso*, organe des Groupes anarchistes d'action prolétarienne d'Italie, a publié un commentaire sur notre n° 14.

» Les GAAP représentent en Italie la tendance nouvelle qui s'est affirmée depuis quelques années dans l'ancien mouvement anarchiste et qui a fini par rompre avec les conceptions et les groupes traditionnels. Tout comme la Fédération communiste libertaire en France, ils ont une position internationaliste et révolutionnaire ; leur programme de communisme libertaire "s'appuie sur une analyse matérialiste des rapports sociaux et de l'évolution du monde moderne". Par ailleurs, ils collaborent à la revue *Prometeo*, mentionnée plus haut.

» *L'Impulso* (an. VI, n° 6, 15 juin 1954) écrit :

» "La revue française *Socialisme ou Barbarie* dont les positions de gauche ouvrière sont proches de celles de *Prometeo*, vient de publier un numéro extrêmement riche.

» Un long texte de Pierre Chaulieu sur la « Situation de l'impérialisme et perspectives du prolétariat » trace les lignes du développement impérialiste, pendant les cinquante dernières années, en analysant particulièrement la deuxième guerre mondiale et le récent après-guerre. Les traits communs des impérialismes américain et russe, ainsi que leurs différences structurelles, les tendances des deux blocs antagoniques vers la guerre, les tâches de l'avant-garde révolutionnaire sont fermement exposées dans une analyse complète et convaincante.

» Daniel Mothé publie un article intéressant sur la phase de dégénérescence des syndicats (« Le problème de l'unité syndicale »). Irréfutable du point de vue théorique (point de vue adopté par les GAAP à leur première conférence nationale), il est discutable dans le domaine tactique.

» La discussion entre Anton Pannekoek, le dirigeant bien connu des « tribunistes » hollandais pendant la première guerre mondiale, compagnon de Hermann Gorter et sérieux opposant de l'Internationale communiste après en avoir été un des fondateurs, et Pierre Chaulieu, un des rédacteurs de la revue, est

(15) Un long article d'Alberto Véga dans le n° 11 (novembre-déembre 1952) de *Socialisme ou Barbarie*, « La crise du bordiguisme italien » est une analyse complète de la situation de l'époque de la tendance se réclamant du bordiguisme. *Prometeo* était l'organe théorique du Parti communiste internationaliste (PCI) d'Italie.

d'une grande importance au point de vue de l'élaboration de la théorie révolutionnaire. On ne peut qu'être d'accord avec la ferme et brillante critique que ce dernier fait de Pannekoek, dont les positions vis-à-vis de l'IC sont, ou plutôt ont été, historiquement justifiées, mais qui se trouvent aujourd'hui dépassées tout comme les thèses face auxquelles elles représentaient une saine réaction.

» Il y a, enfin, un vivant portrait polémique de Wilhelm Pieck (16) une traduction du journal de la gauche ouvrière américaine *Correspondence* et des documents de *La Vie ouvrière*." (17). »

Le détour vaut la peine d'être remarqué : après avoir, en préambule à la publication des deux premières lettres, louangé « la longue et féconde activité de militant et de théoricien de A. Pannekoek », une citation d'une revue italienne renvoie ledit Pannekoek dans les ténèbres de l'Histoire avec ses thèses « historiquement justifiées » mais « aujourd'hui dépassées » tout en mettant en relief « la ferme et brillante critique » que Chaulieu a fait de Pannekoek dans un débat « d'une grande importance au point de vue de l'élaboration de la théorie révolutionnaire ».

On aurait pu penser que, puisque *Socialisme ou Barbarie* éprouvait le besoin de faire le point sur ce sujet avec une telle citation laudative d'un journal italien, le groupe français aurait aussi considéré la « grande importance du débat » en question et poursuivi la discussion en publiant la seconde lettre de Pannekoek, ceci d'autant plus qu'il précisait par ailleurs vouloir poursuivre des relations avec le groupe hollandais communiste de conseils Spartacus. Il n'en fut rien, mais le problème, non seulement de cette correspondance mais, surtout, des questions qu'elle abordait, ne pouvait être escamoté si facilement et devait resurgir, théoriquement et pratiquement.

6.
« ENCORE SUR LA QUESTION DU PARTI » (1er ÉPISODE)

« Encore sur la question du parti », c'était le titre d'un article publié dans la revue *Socialisme ou Barbarie* n° 18 (janvier-mars 1956) sous la rubrique « Discussions ». Avant de donner le texte de cet article, il convient d'essayer de percer plus avant le mystère du sort de la correspondance Chaulieu-Pannekoek à travers les quelques documents encore disponibles sur cette période. D'une part, il s'agit des souvenirs, fragiles et sélectifs, des rares militants survivants de cette période ; d'autre part, il s'agit de do-

(16) Le n° 14 de *Socialisme ou Barbarie* donne effectivement une biographie de Wilhelm Pieck qui, parti de l'extrême gauche de la social-démocratie allemande avant 1914 et alors opposant à la guerre, devient un homme lige du parti, réussit à échapper au nazisme et poursuivit à Moscou une carrière d'apparatchik pour finir premier président de la RDA, de 1949 jusqu'à sa mort, en 1960.

(17) Une note figurant dans l'article de *Socialisme ou Barbarie* renvoie aux articles d'Alberto Véga : « La crise du bordiguisme italien » (n° 11, pp. 26 à 44) et « La plate-forme politique du PCI *[Parti communiste internationaliste]* d'Italie » (n° 12, pp. 88 à 96).

Lefort, Guillaume, Véga, Garros, Simon, René Neuvil, G. Pétro, etc. (39). Comme la "question de l'organisation", objet de cette correspondance, a constamment engendré de vives discussions, des tensions, et deux scissions dans le groupe, une telle complicité eût été impossible. Outre l'injure gratuitement faite à ces camarades (dont certains étaient beaucoup plus proches de la position de Pannekoek sur la question de l'organisation que de la mienne), le libelliste présente aussi une image calomnieuse du fonctionnement du groupe S ou B, qui, s'il n'a pas été un modèle d'organisation, a toujours été très jaloux de son indépendance et ultra-sensible à tout ce qui pouvait apparaître comme germe d'un "pouvoir" cristallisé en son sein. (Combien peu je "dominais" le groupe le montre par exemple le fait que deux de mes textes les plus importants à mes yeux, *Sur le contenu du socialisme* et *Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne*, n'ont été publiés qu'après d'âpres controverses et avec la mention qu'ils "ouvraient une discussion" et que les idées qu'ils exprimaient n'étaient "pas nécessairement partagées par l'ensemble du groupe") (40).

» 3° Enfin, il semble curieux que j'aie "supprimé" la lettre de Pannekeok, et que je n'aie pas supprimé, une fois sur cette bonne voie, la lettre d'un autre camarade hollandais du groupe Spartacus, Théo Maassen, qui reprend les arguments de Pannekeok (publiée dans le n° 18 de *S ou B*, janvier-mars 1956) (41).

» Pour ma part, je ne me souviens plus, vingt ans après, des circonstances entourant la non-publication de cette lettre. Mais je suis certain d'une chose, c'est qu'une telle non-publication n'a pu être décidée que par l'ensemble de notre groupe (et l'on pourra remarquer que Pannekoek lui-même note, à la fin de cette deuxième lettre, qu'"elle ne contient pas d'éléments nouveaux"). En tout cas, elle est reproduite ici sans la permission des *Cahiers du communisme des conseils (re-sic)* (nouvelle manifestation de mon arbitraire bureaucratique) et dans la traduction qu'ils en fournissent dans le numéro cité plus haut. En la lisant, on comprendra peut-être pourquoi, me sentant incapable d'y répondre, j'aurais décidé de la "supprimer" » (42 *[lire page 52]*)

Sans trop insister sur les indéniables talents de Chaulieu-Castoriadis de manœuvrier à l'intérieur du groupe Socialisme ou Barbarie qui, à mon avis, expliquent l'escamotage du débat avec Pannekoek et le silence ultérieur sur tout le courant communiste de conseils, remarquons quand même une dérobade et une contradiction. La dérobade consiste à se cacher derrière le groupe

(39) Tout en se défendant ici de manipulation et en se retranchant derrière le groupe, Castoriadis pratique un amalgame, mettant en cause l'ensemble des camarades du groupe dont certains ont (ou auraient, pour autant qu'ils aient assisté à cette réunion) insisté pour cette publication. Dans les réunions, la majorité l'emportait. Mais indépendamment de ces circonstances de pure procédure, le fond du problème n'est pas abordé.

(40) Castoriadis montre ici une bien fausse modestie. Sa place prééminente dans le groupe, la véhémence avec laquelle il défendait ses positions, sa contribution matérielle importante à la revue, faisaient que ses textes étaient inévitablement publiés avec seulement des modifications mineures et éventuellement un « chapeau » pour ménager les oppositions. Ainsi que nous l'avons souligné, cette attitude intransigeante entraîna à diverses reprises des scissions, Castoriadis restant le « maître » du nom et de la revue.

(41) La publication du texte de Theo Maassen intervint sur l'insistance particulière de la « minorité », vraisemblablement par souci de maintenir un certain consensus dans le groupe. Mais en même temps, cette publication posait une sorte de point final à la discussion de

camarade Pannekoek » (pp. 249 et suivantes) le texte de la seconde lettre de la correspondance, sa réponse, « ferme et brillante critique » à la première lettre de Pannekoek. Bien qu'étant effectivement signée par Chaulieu, elle était quand même, comme Castoriadis le revendiquera pour justifier sa position par rapport à cette correspondance, non pas sa chose personnelle mais celle du groupe Socialisme ou Barbarie. De plus, isolée de son contexte et du reste de la correspondance, elle n'avait aucun sens. Castoriadis se trouvait donc obligé de faire suivre ce qu'il revendiquait comme son œuvre des deux autres lettres de Pannekoek qui l'avaient encadrée. Et en même temps il se devait de trouver une explication — un plaidoyer *pro domo* — qu'il présentait, avant les deux lettres de Pannekoek, dans une « postface à la réponse au camarade Pannekoek ». Postface qui se lit comme suit (pp. 261 et suivantes.) :

« La réponse qu'on a lue plus haut était précédée, dans le n° 11 de *Socialisme ou barbarie*, de la lettre de Pannekeok et d'un note introductive, reproduites ci-dessous.

» Depuis, j'ai appris pour mon amusement que j'aurais "supprimé" une deuxième lettre de Pannekoek, "de la même façon que Staline a supprimé le testament de Lénine" (*sic* !) *[NDE : voir note 37]*, pour des raisons qui me restent obscures, même après lecture de cette deuxième lettre, et que le lecteur que cela intéresse pourra essayer de démêler dans un libelle publié dans le n°8 (mai 1971) des *Cahiers du communisme des Conseils [sic, NDE]* (où il apprendra aussi, s'il ne le sait déjà, que le mensonge, l'insinuation, le procès d'intention et la hargne ne sont nullement le privilège des staliniens, et que des gens se proclamant prêts à mourir pour la vérité et l'autonomie de la classe ouvrière sont tout autant que d'autres capables de s'en servir et d'en être motivés). Sur la seule question qui appelle, de ma part, une mise au point, celle de la non-publication de cette deuxième lettre, il y a simplement ceci à noter :

» 1° Il était matériellement impossible que moi (qui n'ai jamais reçu personnellement le courrier de la revue), ou qui que ce soit d'autre, aie supprimé cette lettre – ou n'importe quelle autre – car ce courrier était amené à la réunion du groupe et son contenu communiqué à celui-ci (comme l'auteur du libelle en question le sait parfaitement, pour avoir assisté lui-même à nombre de ces réunions) (38).

» 2° Une telle "suppression" aurait donc exigé la complicité de tous les camarades du groupe, notamment de Mothé, Vivier,

(38) Il eût été facile à Castoriadis, plutôt que de se livrer à cet exercice polémique, de se reporter pour rétablir la vérité aux comptes rendus établis à cette époque après chaque réunion, et qu'il pouvait facilement retrouver dans ses archives ou auprès d'autres camarades du groupe. Il aurait pu ainsi expliquer que, effectivement, une réunion du groupe du 9 septembre 1954 avait décidé de revenir sur les engagements antérieurs concernant la publication de la seconde lettre de Pannekeok. La méprise et l'interprétation erronée de C. Brendel relativement à cette question viennent du fait que lesdits comptes rendus, qui lui auraient été accessibles par ses relations politiques d'alors, avaient été empruntés par un camarade italien et ne furent restitués qu'en 1982 ; C. Brendel, constatant sa méprise adressa une lettre d'excuses à Castoriadis, qui en accusa réception.

cuments plus fiables mais parfois difficiles à interpréter car condensés : les comptes rendus des réunions hebdomadaires du groupe Socialisme ou Barbarie qui, malheureusement, ne furent tenus qu'à partir du 22 juillet 1954, pour répondre au besoin d'information des camarades de province et des absents.

Le compte rendu du 22 juillet 1954 évoque précisément le sujet qui nous occupe. A cette réunion, il est discuté du contenu du numéro 15 de la revue et de la publication de la réponse de Pannekoek à Chaulieu. Un camarade hollandais de Spartacus (Theo Maassen) est présent et donne des précisions sur cette dernière lettre de Pannekoek, laquelle, précise le compte rendu, « sera publiée dans le prochain numéro de la revue. Comme Theo Maassen a des difficultés pour s'exprimer en français, il écrira à Socialisme ou Barbarie pour préciser ses commentaires » ; le texte de cette lettre de Theo Maasen parviendra effetivement ultérieurement et figure ci-après dans l'ordre chronologique (page 34), car elle ne fut publiée dans la revue que début 1956.

On pourrait penser, d'après ce qui précède et d'après la lecture de *Socialisme ou Barbarie*, que les choses en seraient restées là et que c'en serait fini de l'échange épistolaire Chaulieu (Socialisme ou Barbarie) et Pannekoek.

Comme nous le verrons plus loin, une polémique devait resurgir plus de dix années plus tard avec la publication — pour la première fois en France et après la disparition du groupe Socialisme ou Barbarie — de la seconde lettre de Pannekoek. Et cette publication devait entraîner une réaction de Chaulieu/Castoriadis lors de la publication en collection 10/18 de ses œuvres complètes sous le bandeau accrocheur de « Socialisme ou Barbarie ». Nous reviendrons bien sûr sur cette polémique, mais il importe d'abord de revenir sur les échanges épistolaires.

Jusqu'à récemment, on ne trouvait pas trace d'une correspondance postérieure à cette deuxième lettre de Pannekoek de juillet 1954 dissimulée jusqu'après 1968. Et même la publication de cette lettre dans les *Cahiers du communisme de conseils*, en 1971, ne donnait pas — et ne pouvait donner — d'éléments quelconques qui auraient permis de trouver une explication à la question que nous avons posée : pourquoi cette correspondance s'est-elle interrompue aussi brusquement ?

Le cours des choses est parfois fait de hasards, et ce sont effectivement des hasards qui ont permis d'avancer la réponse la plus plausible. D'un côté, la récupération inespérée auprès de camarades italiens de l'ensemble des comptes-rendus des réunions de Socialisme ou Barbarie, d'un autre côté la découverte, à l'insti-

gation d'un camarade canadien envisageant la publication en anglais de la correspondance Chaulieu-Pannekoek, dans les archives Pannekoek déposées à l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam, d'une suite à la seule correspondance connue jusqu'alors.

On retrouve parfois la trace de ces lettres inconnues dans les comptes rendus des réunions du groupe, ce qui permet, non seulement d'avoir la preuve de leur existence, mais aussi de savoir qu'elles furent évoquées dans des réunions. L'ensemble permet surtout de suivre le processus qui aboutit à mettre au placard un débat pourtant jugé, selon les termes mêmes de la revue, « d'une grande importance au point de vue de l'élaboration de la théorie révolutionnaire ».

Pannekoek écrit de nouveau à Chaulieu le 10 août 1954, proposant notamment un article critique d'un texte de Maximilien Rubel sur l'éthique marxiste. On n'a malheureusement pas retrouvé le texte ni le brouillon de cette dernière lettre, mais on en connaît l'existence à la fois par la réponse que lui donne Chaulieu, le 22 août 1954, et le compte rendu de la réunion du groupe du 2 septembre de la même année, au cours de laquelle Chaulieu donne lecture de cette réponse, dont voici le texte intégral :

« Excusez-moi de répondre avec un certain retard à votre lettre du 15 juin ; j'étais absent de Paris et n'ai voulu vous répondre qu'après en avoir discuté avec les camarades de notre groupe. Entre temps, j'ai également reçu votre lettre du 10 août, avec l'argument sur l'"éthique" marxiste, dont nous avons discuté.

» Concernant votre lettre du 15 juin, nous avons unanimement décidé de la publier dans le prochain numéro (18) de *Socialisme ou Barbarie*. Elle pourra certainement aider les lecteurs à mieux comprendre votre point de vue, aussi bien sur la question du parti que sur celle du caractère de la Révolution russe. Quant à moi, je ne pense pas personnellement avoir à ajouter quoi que ce soit d'important à ce que j'ai écrit dans le n° 14. A vous seulement je voudrais faire remarquer que je n'ai jamais pensé "que nous puissions vaincre le PC en copiant ses méthodes", et que j'ai toujours dit qu'il fallait à la classe ouvrière — ou à son avant-garde – un mode d'organisation nouveau, qui corresponde aux nécessités de la lutte contre la bureaucratie, non seulement la bureaucratie extérieure et réalisée (celle du PC) mais aussi la bureaucratie intérieure potentielle. Je dis : il faut à la classe ouvrière une organisation avant la constitution des Conseils, — vous me répondez : il ne lui faut pas une organisation du type stalinien. Nous sommes d'accord, mais votre thèse exige que vous

(18) Ce prochain numéro de *Socialisme ou Barbarie* devait être le n° 15-16, précisément celui qui renverra, par critique interposée, Pannekoek dans les ténèbres de l'Histoire et ne contiendra pas la fameuse lettre de Pannekoek. On ne peut qu'admirer le « nous avons unanimement décidé » de la réunion du 22 juillet 1954, encore valable le 22 août suivant et qui est annulé une quinzaine plus tard, au nom d'ailleurs d'autres promesses qui ne seront pas plus tenues.

» En la lisant, on constatera que Pannekoek lui aussi se sert du terme "parti". Il ne faut pas, pensons-nous, trop s'attacher à cette expression, et ceci pour deux raisons. D'abord, même si Pannekoek parle du parti, il est bien évident qu'il entend par ce mot tout autre chose que Chaulieu : même si celui-ci a en vue un parti d'un type nouveau. Deuxièmement, et plus important encore : bien que Pannekoek, pour plus de facilité, emploie dans sa lettre le terme traditionnel, il ne considère plus à ce moment-là le parti comme l'organisation nécessaire de la lutte de classe.

» Il est assez intéressant, en rapport avec tout cela, de se reporter à ce que Pannekoek nous écrit le 30 octobre 1953, juste une semaine avant sa première lettre à Chaulieu. En parlant du groupe S ou B il s'exprimait ainsi :... "Ils ne se sont pas libérés du « virus » bolchevik, inoculé par Trotsky, de « l'avant-garde » et du parti révolutionnaire qui doit faire la révolution ou en prendre la direction..". Et quelques lignes plus loin, il oppose à ce "virus" son idée que "les ouvriers aussi, dans leur lutte pour le pouvoir, doivent rester les maîtres de leur destin, doivent se battre d'une manière autonome et doivent chercher leur propre chemin".

» Pannekoek dit aussi, dans cette même lettre que nous venons de citer : "Dans la lutte pour le pouvoir, des organes autonomes de la classe ouvrière seront construits, et on verra que ces organes ne sont rien d'autres que les conseils ouvriers débutants, accomplissant leurs premières tâches et exerçant leurs premières fonctions."

» Voilà une conception qui est toute autre que celle de Chaulieu ; voilà une divergence d'opinion qui explique bien les arrières-plans de la correspondance qui suit.

» Cette correspondance montre aussi très clairement que les événements de mai 68 en France ne furent anticipés, comme on a pu le dire, ni par le groupe S ou B comme tel, ni par Chaulieu personnellement. »

9.
ESSAI DE MISE AU POINT

En 1973, Castoriadis commença la publication de ses écrits antérieurs dans la collection de livres au format de poche 10/18. Cette publication s'échelonna dans le temps, en plusieurs volumes regroupant ces écrits par thèmes généraux. Dans le tome intitulé *L'Expérience du mouvement ouvrier — Prolétariat et organisation*, paru en 1974 (10/18 n° 825), Castoriadis inclut, sous une « Réponse au

et Pensée), octobre 1954. La revue ronéotée de ce nom était éditée en ce temps par le groupe Spartacus. Il ne faut pas la confondre avec une autre revue, du même nom, publiée en Hollande depuis 1965 par un autre groupe, sorti du premier à la suite d'une scission.

(37) Allusion à un fait historique, que l'on peut retrouver dans de nombreux ouvrages sur cette époque. Il est certain qu'avant sa mort, Lénine se méfiait particulièrement de Staline. Des notes critiques sur le parti et ses dirigeants, visant spécialement Staline*, furent qualifiées de « Testament » et furent longtemps tenues secrètes par les successeurs avant d'être divulguées par bribes à l'étranger. La mort de Lénine en 1924 précipita une évolution déjà bien amorcée et accéléra la domination totale de Staline, que Lénine essayait bien tardivement, et alors qu'il était très diminué physiquement, de prévenir. L'accusation portée contre Castoriadis peut paraître déplacée mais l'auteur du texte connaissait Castoriadis pour ses brillantes qualités de manipulateur et d'escamoteur dans les débats politiques.
[* Notamment : « Staline est trop brutal et ce défaut, pleinement supportable dans les relations entre nous, communistes, devient intolérable dans la fonction de secrétaire général. C'est pourquoi je propose aux camarades de réfléchir au moyen de déplacer Staline de ce poste... »]

manœuvres pour prendre le contrôle du groupe ; il commença alors sa carrière à la librairie La Vieille Taupe avec un cercle informel de militants, fut très actif en mai 1968 dans les comités ouvriers étudiants de Censier, et finit dans le négationnisme et la mouvance d'extrême droite. Pour plus de détails sur les deux Guillaume, se reporter à l'ouvrage de P. Gottraux, *Socialisme ou Barbarie*... (voir page 8, note 3).

(35) Note de Cajo Brendel dans les *Cahiers*... : « Au cours de l'été 1967, lors d'une rencontre internationale à Taverny (banlieue de Paris), l'auteur de ces lignes discutait avec un représentant du GLAT (Groupe de liaison pour l'action des travailleurs) des dangers qui menaceraient les conseils ouvriers de la part d'une avant-garde politique. Pour me faire mieux comprendre, je me référai à la correspondance qui fait l'objet de ce texte. A ma surprise, mon interlocuteur me répondit que l'exemple que je lui avais indiqué ne se trouvait pas dans ces lettres. Je compris après que sa réaction n'était que trop compréhensible et juste. J'avais simplement oublié que par le "soin" de Chaulieu le texte qui devait illustrer mes intentions lui était complètement inconnu. D'autre part, le fait que ce texte aurait été utile pour clarifier les positions ne prouve que son actualité. »

(36) Note des *Cahiers*... : « *Daad en Gedachte* (Acte

demain, une avant-garde minoritaire devait immédiatement faire exactement la même chose.

» Et Chaulieu d'ajouter tout de suite après à Pannekoek : "Je ne pense pas que vous soyez en désaccord avec tout cela." Mais Pannekoek ne tardait pas à protester. Il fit savoir que la lutte du parti, telle que Chaulieu le proposait, serait un pas vers une nouvelle oppression.

» Cette protestation de Pannekoek, les lecteurs de la revue *S ou B* d'alors ne l'ont jamais eue sous les yeux. Bien que Chaulieu ait fait savoir, à la fin de son épître, que son groupe accueillerait avec joie dans sa revue tout ce que Pannekoek voudrait bien lui envoyer, et bien qu'il ne manquait pas d'exprimer son espoir que la discussion pourrait se poursuivre et s'approfondir (!), la lettre ne fut jamais publiée (35).

» Environ six mois après l'envoi de la deuxième lettre de Pannekoek nous demandâmes, en accord avec lui, une explication au groupe S ou B. On nous promit de nouveau de la publier. Mais cette promesse ne fut pas tenue. La lettre en question fut — dans le cadre de la correspondance complète Pannekoek-Chaulieu — publiée pour la première fois dans une revue hollandaise (36) traduite avec soin de l'original anglais mis à sa disposition par Pannekoek. Le texte inséré ci-dessous *[voir infra, pages 30-32]* en est donc la première édition française. Elle est une retraduction du hollandais, car l'original anglais n'est plus en nos mains. Probablement il se trouve, depuis la mort de Pannekoek, avec tous ses papiers, à l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam.

» La raison pour laquelle Pierre Chaulieu a supprimé la deuxième lettre de Pannekoek, de la même façon que Staline a supprimé le testament de Lénine, saute aux yeux du lecteur (37). Ce n'est pas seulement à propos de la critique fondamentale de ses intentions avant-gardistes. Il y a autre chose aussi. Ce qui était démontré par Pannekoek, entre autres, était que les positions caractéristiques du groupe S ou B sur les tâches politiques d'une avant-garde dans l'évolution de la lutte de classe, se reliaient à une position particulière sur la lutte de classe elle-même. Cette position ne correspondait pas à la sienne. Qui plus est, cette autre conception de la lutte de classe conduit à une idée différente du caractère de la révolution prolétarienne et — par conséquent — à une interprétation différente de la révolution russe par exemple. C'est cet ensemble complexe de problèmes essentiels qui donne à la correspondance Pannekoek-Chaulieu son intérêt.

montriez qu'une organisation de type stalinien est la seule réalisable. Je pense d'ailleurs que sur ce terrain la discussion ne peut pas avancer beaucoup : j'ai l'intention de reprendre la question à partir du texte "Intellectuels et ouvriers" qui a été publié dans le n° 14 de *Socialisme ou Barbarie*, et j'espère pouvoir publier un article là-dessus dans le n° 16. J'ose penser qu'à ce moment-là nous pourrons reprendre la discussion d'une manière plus féconde.

» Pour ce qui est de votre article contre Rubel ; nous avons pensé qu'il était très difficile de publier une critique d'un livre qui n'a pas été encore publié. La thèse de Rubel n'existe en effet que dactylographiée*, le public (et nous-mêmes) ne la connaissons qu'à partir du compte rendu qui en a été fait dans *Le Monde* par Jean Lacroix si je ne me trompe, qui a dû simplement assister à la discussion orale de cette thèse le jour de la soutenance, et ne l'a vraisemblablement pas lue ; en tout cas, il me paraît difficile de faire la critique d'un livre à partir d'un compte rendu de journal. Il est vrai que Rubel avait déjà exposé sa conception, qui, comme vous le dites fort justement, n'est pas nouvelle, dans son « Introduction » aux *Pages choisies* de Marx (19) ; mais, puisqu'il prend la peine d'écrire un livre sur la question, les gens penseront à juste titre que nous aurions pu attendre pour voir le développement de sa position et l'argumentation qui l'accompagne. Car, pour l'instant, nous sommes presque en train de nous battre avec un vocable. Nous vous prions donc de bien vouloir attendre la publication du livre de Rubel : nous vous enverrons un exemplaire dès sa parution, et peut-être constaterez-vous qu'il n'y a pas lieu de changer quoi que ce soit à votre article — mais nous aurons été d'accord avec les règles de la correction littéraire.

» P. S. – C'est à la suite d'un malentendu que vous croyez qu'une erreur s'est glissée dans la traduction de votre lettre. L'expression (p. 40, ligne 13 du n° 14) "nous n'avons que faire d'un parti révolutionnaire" est un gallicisme qui signifie "nous n'avons pas besoin, nous ne pouvons pas nous servir d'un parti révolutionnaire" — c'est une traduction assez proche de votre anglais *"we have no use for"* » (20).

On peut noter de cette lettre deux points qui, à ce moment, reflètent apparemment les positions de Chaulieu et celles du groupe Socialisme ou Barbarie : d'une part, un accord souligné pour la publication de la seconde lettre de Pannekoek (ce qui confirme les indications du compte rendu de la réunion du 22 juillet 1954

* Cette thèse est parue en 1957 sous le titre *Karl Marx, essai de biographie intellectuelle*. Ed. Marcel Rivière, rééd. Payot 1971.

(19) Effectivement, Pannekoek était totalement en désaccord avec l'interprétation du marxisme par Rubel. On peut trouver un aperçu des positions de Rubel et une bibliographie dans l'ouvrage *Avec Maximilien Rubel...Combat pour Marx* édité par les Amis de Maximilien Rubel (disponible à Echanges).

(20) Il est difficile de voir dans ce débat sur la traduction autre chose qu'un débat linguistique. Pourtant la différence d'approche du problème du parti par les deux interlocuteurs peut expliquer la réaction de Pannekoek.

mentionnées en tête de ce chapitre) ; d'autre part, l'amorce d'un dialogue sur la question de l'organisation et même, à propos de l'article de Rubel, ce que l'on peut considérer comme le départ d'une collaboration de Pannekoek à Socialisme ou Barbarie.

Pannekoek semble bien le comprendre en ce sens puisqu'il répond presque immédiatement le 3 septembre 1954 à cette lettre de Chaulieu du 22 août précédent ; en voici la teneur :

« Merci pour votre lettre du 22 août. Permettez-moi d'inverser l'ordre des sujets et de traiter d'abord de l'article contre Rubel. J'ai lu autrefois ses *Pages choisies**, mais sans y prêter beaucoup d'attention, bien que, dans notre correspondance, il introduisît souvent des assertions éthiques, et que j'aie essayé de lui faire comprendre ce que le marxisme voulait réellement dire. Pourtant, aujourd'hui, en lisant l'article du *Monde*, je m'aperçois que le sujet avait en fait beaucoup plus d'importance : tandis que le *docteur* (en français dans le texte) Rubel, précédé de sa réputation de "marxologue", défendait glorieusement sa thèse à la Sorbonne, j'ai repris et étudié les vieux écrits de Marx et y ai trouvé une bien plus forte confirmation de mes vues que je m'y attendais. Du coup, j'ai couché tout ça sur le papier et, supposant que de telles thèses, aussi spécialisées, donnent lieu à publication, j'y ai adjoint un extrait du journal. Mais je suis d'accord avec vous que tout cela est tout à fait insuffisant comme base pour une critique... Je vais donc demander à Rubel si — et quand — sa thèse sera publiée. Dans ces conditions, seule la première partie de mon article doit être remplacée par une autre introduction. Le sujet lui-même, le caractère réellement scientifique de la théorie marxiste, est pour moi très important. La question de la prédiction du futur, qui a engendré de nombreuses discussions et beaucoup de confusion, lui est rattachée.

» Quant à l'autre point, concernant la publication de ma lettre du 15 juin, il n'était pas dans mon intention de la voir publiée, ou plutôt je n'avais pas pensé en l'écrivant qu'elle fût destinée à être publiée ; si j'ai bon souvenir je n'ai pas apporté beaucoup de soin à l'écrire. Si, pourtant, vous pensez que certains passages peuvent apporter certains éclaircissements, alors je pense que vous devriez en sélectionner des passages de sorte que mes remarques ne prennent pas trop de place dans la revue. J'ai l'impression que ce qui est dit dans le livre *Les Conseils ouvriers* pourrait donner une base plus large et plus générale. Je vous enverrai une réédition d'un de ses chapitres qui a été

* *Pages choisies de Karl Marx pour une éthique socialiste*, éd. Marcel Rivière, 1948. Rééd. en deux volumes, Payot, 1970.

3° — entre les deux ailes que nous venons de caractériser, il y avait le grand centre de S ou B qui, avec la "droite", défendait énergiquement le parti comme forme d'organisation nécessaire et indispensable, mais qui se distinguait d'elle en parlant — avec toutes les variations qu'on peut imaginer – d'un "parti d'un type nouveau" complètement différent du parti de type traditionnel. Le théoricien dominant de ce centre était Pierre Chaulieu, homme autant intellectuel que bureaucrate, ayant l'habitude de s'exprimer dans un style difficile et peu précis, qualité qui le rendait extrêmement précieux dans son rôle de gardien à tout prix de l'unité de l'organisation. Justement dans ce rôle-là, une franchise soit politique, soit sociale, comme elle qui caractérisait à la fois sa droite et sa gauche, lui aurait été plus gênante qu'utile. Voilà pourquoi les explications brillantes de Chaulieu — et plus encore celles de son aide de camp, Philippe Guillaume (34) — se distinguaient par leur imprécision. Cette imprécision avait, avant tout, comme fonction de ne pas laisser deviner leurs conceptions sur le niveau de l'organisation ; celles-ci étaient liées à des conceptions de la lutte de classe sans rapport avec la lutte autonome des travailleurs qui commençait alors à se dégager en France.

» L'aile gauche de S ou B, c'était bien clair, se solidarisait ouvertement avec cette autonomie de la lutte comme étant la seule possibilité offerte par l'évolution sociale. La droite était, aucune raison d'en douter, contre et présentait aux travailleurs la nécessité d'un parti. Qu'est-ce que faisait le centre ? Il parlait moins souvent du parti, plus souvent de l'avant-garde. Mais que voulait dire particulièrement ce terme ? A coup sûr une couche spécifique qui se distingue des masses seulement par le fait même que son existence leur dénie la capacité de se soulever spontanément, ou bien, si elle admet quand même la logique sociale de leur action propre, veut néanmoins en dicter la direction et la cadence Toutefois, comment Pierre Chaulieu et ceux qui pensaient comme lui, proposaient-ils que cette avant-garde fonctionne ? Et quelle était sa tâche politique, dont ils parlaient fréquemment, comme si la révolution prochaine ne devait pas avoir, avant tout, un caractère social ?

» La réponse à ces questions brûlantes fut donnée pour la première fois, sans aucune réserve, dans la réplique de Chaulieu à une lettre de Pannekoek. Chaulieu déclarait expressément ceci : face à la menace d'un parti néo-stalinien quelconque se préparant à s'emparer des conseils ouvriers qui viendraient de se constituer, c'est-à-dire à prendre le pouvoir pour le len-

(34) Il ne faut pas confondre Pierre Guillaume (son véritable nom), le négationniste, avec Philippe Guillaume, pseudonyme de Cyrille de Beauplan (la mention « P. Guillaume » dans les premiers numéros de *Socialisme ou Barbarie* avant 1958 dans le comité de rédaction ou dans des articles peut entretenir la confusion). Ce dernier Guillaume était sorti du PCI avec la tendance Chulieu-Montal (il devait d'ailleurs garder des liens personnels avec certains adhérents du PCI et être un lien dans les discussions que nous évoquons par ailleurs). Economiste à l'OCDE de même que Castoriadis, il démissionna de ce poste en 1958, pensant que l'agitation ouvrière allait ouvrir des perspectives d'intervention, suivant en cela les positions de la majorité de Socialisme ou Barbarie, mais ne se contentant pas d'une position en retrait, mettant en conformité sa pratique avec ses idées. Il alla s'embaucher à Renault Billancourt comme OS et, ne tenant pas le coup physiquement, atterrit aux PTT dans un centre de tri de gare, où il ne tint pas plus le coup. Chômeur, il finit par être journaliste de faits divers à *Paris Jour*. En 1968, il participa à ICO. Il est mort au début des années 1970. Pierre Guillaume était d'une autre génération ; membre de Socialisme ou Barbarie en 1960, il suivit la scission de Pouvoir ouvrier en 1963 pour en être expulsé en 1965 à cause d'obscures

sous-jacentes ayant toujours existé dans le monde capitaliste extérieur. Mais il nous semble superflu d'en faire ressortir le détail au cours des années. Pour mieux faire comprendre le plan réel de la correspondance de 1954, qui illumine en un éclair le vrai caractère de S ou B et de son destin historique, il suffit de retracer ce qui se passait à l'intérieur de ce groupe en ce temps-là et au cours de la période précédente.

» Assez tôt, trois courants distincts se manifestèrent dans S ou B. A côté d'un accord presque unanime sur le problème syndical, on pouvait distinguer des divergences d'opinion sur la question du parti :

» 1° — il y avait une petite minorité qui interprétait la forme du parti comme une organisation passée, qui ne pouvait jouer dans la lutte ouvrière que le rôle d'un frein. A cette minorité — qui se trouvait pratiquement proche du communisme de conseils et qui s'en approchait sans cesse — appartenaient quelques personnes qui, par les circonstances de leur vie, étaient très proches du prolétariat, ou étaient des prolétaires eux-mêmes et qui, à la première scission que connut S ou B en 1958, se retrouvaient dans le groupe ICO (au départ ILO). Dans cette minorité, on trouvait aussi Claude Lefort, agrégé de philosophie, qui exprimait dans un langage très intellectuel tantôt les mêmes idées (31), tantôt des idées "progressistes", qui se distinguaient à peine des idées des esprits les plus cultivés du pays, et qui n'avaient aucune signature marxiste (32). Lui, bien qu'il ait participé à la formation d'ILO en 1958, suivra vers 1961 son propre chemin vers un "Cercle Saint-Just"(33) dont la fondation ne peut pas être comprise séparément de l'histoire totale de S ou B. mais dont le sort ne nous intéresse plus ici ;

» 2° — il y avait à l'opposé de cette minorité, mais de l'autre côté du centre majoritaire, un courant qui n'était ni stalinien, ni trotskyste, mais qui se définissait cependant comme "léniniste" ; ce courant regardait le parti traditionnel comme l'organisation naturelle de la classe ouvrière dans le domaine de la politique. Plus encore que pour la majorité du groupe, ce courant tendait à examiner tous les phénomènes d'un point de vue purement politique, en en négligeant toutes les facettes sociales. Son représentant le plus important était in émigré espagnol, membre du POUM dans sa jeunesse, détail qui fait comprendre pourquoi un ancien militant du communisme de conseils en France disait un jour qu'il lui semblait entendre les porte-parole de ce parti de l'Espagne républicaine chaque fois que l'aile droite de S ou B se faisait entendre ;

(31) Les *Cahiers du communisme de conseil* signalaient en note : « Voir l'article publié par C. Lefort dans ce temps-là contre J.-P. Sartre dans un des numéros des *Temps modernes*. » Il semble que cet article soit « Le marxisme et Sartre », *Les Temps modernes*, n° 90, mai 1953.

(32)Note des *Cahiers...* : « Voir l'article de C. Lefort sur la politique extérieure du Kremlin qui fut (en 1953 ou 1954 si je ne me trompe) publié dans *Les Temps modernes*. » Nous n'avons pas retrouvé les références de cet article.

(33) Cercle Saint-Just : Un des nombreux cercles créés dans les années 60 où se rencontraient des oppositionnels politiques, des syndicalistes et des intellectuels divers et où s'élaborèrent les idéologies de rechange en vue d'une relève du gaullisme et du stalinisme. Castoriadis, Lefort, Mothé, entre autres participèrent au club de ce nom avec d'autres futures personnalités alors déjà bien installées dans le système.

préparée et publiée par nos amis anglais de l'ILP (voir note 8). Tel quel, c'est un peu brutal, parce que l'argumentation en est basée sur les chapitres précédents, qui sont ici absents. Les camarades de l'ILP semblent apparemment avoir considéré qu'un début de discussion de la révolution pourrait se révéler un *bon remède* à la passivité et à l'absence d'esprit révolutionnaire des travailleurs anglais,

» J'ai l'impression que nos positions sur l'action de classe prolétarienne sont diamétralement opposées, chacune mettant l'accent sur un aspect différent. Dans ces circonstances, il apparaît toujours des individus se distinguant en termes de courage ou de clarté d'analyse, que ce soit dans le discours ou dans l'action. Tous ces individus forment une avant-garde de fait, que nous voyons naître au sein de toutes les mouvements. Ils deviennent des dirigeants de fait, peuvent contribuer au développement de l'activité des masses et, de par la largeur de leurs vues, être de bon conseil.Quand ils se réunissent en petits groupes ou partis, avec des programmes bien établis, ces relations fluides se pétrifient. Alors, en tant que dirigeants *ex officio*, ils se prennent pour des chefs et veulent être suivis et obéis.

» D'un autre côté, nous voyons que, dans toutes les actions de masse ou révolutionnaires, il naît un fort sentiment commun, qui n'est pas foncièrement conscient (comme le prouvent toutes les fluctuations de l'action), mais est basé sur des conditions concrètes et permet l'unité d'action nécessaire à des résultats positifs. Dans de telles circonstances, les personnalités dirigeantes perdent toute importance. Le vrai gain, le vrai progrès, réel et durable, consiste en ce que toute la classe, les masses ouvrières, changent profondément, rompent avec le servilité, renforcent leur indépendance, leur confiance en elles-mêmes, par la seule vertu de leur propre activité, de leur initiative, et non en se mettant à la remorque des autres. Entre ces deux points de vue, la pratique de la lutte de classe peut revêtir de nombreuses formes, intermédiaires ou combinées.

» Une dernière remarque sur les actions de masse. Considérant les conditions de vie actuelles dans nos sociétés développées, il peut sembler (et il est largement admis) que de telles actions sont de plus en plus impossibles et inutiles. Impossibles en raison de l'énorme croissance du pouvoir et de la violence des gouvernements, soutenus par le grand capital (si une région industrielle tombait entre les mains des travailleurs, une simple bombe atomique suffirait à la détruire). Inutiles parce les conditions de vie et de travail, de même que les droits politiques,

de la classe ouvrière ne cessent de s'améliorer (cf. les Etats-Unis)... Et pourtant nous croyons fermement que la menace de destruction et de misère que le capitalisme fait peser sur l'humanité est plus forte que jamais. La forme en est aujourd'hui la guerre mondiale, qui menace toute la population, intellectuels, enseignants et ouvriers (dont ces derniers forment la majorité). C'est pourquoi les actions de masse seront plus nécessaires que jamais et perdront le strict caractère de classe qu'elles avaient dans le passé (Belgique, Russie). C'est la seule façon dont les masses pourront affirmer leur volonté concernant leurs vies.

» Et pourtant, c'est un sujet qui n'est jamais traité dans les discussions, ou la presse, politiques, pas plus que dans les publications socialistes. Est-ce par peur de se voir identifier au communisme russe ? Ou, plutôt, la peur de tous les groupes à prétention dirigeante de voir les masses ouvrières prendre leur action en leurs propres mains ? »

(traduction Echanges)

7.
ENCORE SUR LA QUESTION DU PARTI (2e ÉPISODE)

Le compte rendu de la réunion du groupe Socialisme ou Barbarie du 9 septembre 1954 permet de voir la manœuvre qui s'amorce relativement à cette correspondance ; il se réfère expressément à la lettre de Pannekoek que nous venons de citer ; ce compte rendu relève bien que :

« Une lettre de Pannekoek répondant à la lettre de Chaulieu précise que sa lettre n'est pas destinée à être publiée. On suivra ce souhait, mais la revue publiera bientôt des extraits des *Conseils ouvriers* de Pannekoek. »

Lorsqu'on relit la lettre en question (voir page 30), on peut voir que Pannekoek ne s'oppose nullement à la publication de sa lettre mais insiste seulement sur le fait que, s'il avait prévu une telle publication, il l'aurait mieux travaillée ; tout en ajoutant immédiatement que si une telle publication devait se faire, des extraits seraient suffisants, pour ne pas encombrer les colonnes de la revue. Rien ne permet pourtant de supposer que cette référence à une observation de Pannekoek pour justifier la non-publication procède d'une manœuvre. Bien qu'il s'agisse du retrait, assez inexplicable, de ce qui avait été promis maintes fois auparavant une "théorie" qui, bien que ne sortant pas de la situation sociale en France, se distinguait quand même par une originalité peu convaincante mais très logique, si on se situe dans la perspective de la guerre. Selon cette "théorie" la combativité du prolétariat français serait la suite directe (!) d'une certaine détente politique, causée par un changement de route des responsables russes après la mort de Staline. Il était question d'un répit qui aurait atténué la pression sur les esprits ouvriers, et par conséquent aurait mis un terme à la paralysie des travailleurs. Une théorie, purement politique, qui n'avait d'autre résultat que de barrer toute compréhension des choses réelles.

» Rien d'étonnant en cela pour celui qui se rend compte dans quelle mesure la condition prolétarienne et la lutte ouvrière forment une partie intégrante de cette réalité, justement ce qui était mal compris par S ou B. Dès son origine, on pourrait définir ce groupe comme une compagnie de jeunes intellectuels malgré la présence de quelques salariés, qui y formaient une minorité. Et ceci bien que, parmi les premiers, on en trouvât certains dont l'activité relevait plus d'une pratique bureaucratique que d'une activité de pensée. A cause de ce fait, à l'intérieur du groupe, surgit une lutte à l'occasion d'un problème aigu et permanent : la position propre du groupe vis-à-vis de la classe ouvrière. Il n'est que trop compréhensible qu'après les grèves de 1953 — à travers celles-ci et à travers les grèves qui suivirent —, la discussion à l'intérieur du groupe S ou B s'oriente vers la formation de diverses tendances très opposées. En principe, ces tendances existaient déjà depuis longtemps, mais d'une façon moins nette.

» Dans ces pages, nous n'écrivons pas l'histoire du groupe S ou B, histoire qui, à nos yeux, fut finalement déterminée par les faits décisifs que nous avons signalés ci-dessus :

1/ la divergence entre la plate-forme théorique et l'évolution réelle des luttes ouvrières ;

2/ l'incapacité de bien comprendre — justement en tant que groupe intellectuel — la cohérence directe entre cette divergence et la vie intérieure propre du groupe.

» Au sein de S ou B on discutait les questions qui se posaient — la question du parti, de l'avant-garde, de l'autogestion, etc. — presque toujours d'une manière abstraite et, par suite, le rapport direct entre les positions diverses et l'expérience sociale restait plus ou moins caché. Nous croyons qu'il ne serait pas trop difficile de montrer — en examinant les analyses publiées dans la revue — que les contradictions qui à la fin ont fait sauter le groupe S ou B reflétaient exactement des contradictions

que se baser sur les usines, et qui a comme enjeu la gestion de ces usines.

» Le malentendu qui marquait le groupe S ou B, de ce point de vue, ne caractérise pas uniquement ce groupe. Pratiquement, le même malentendu se retrouvait l'été 1969, à Bruxelles, lors d'une rencontre internationale. Daniel Cohn-Bendit y fut fortement critiqué par un participant américain et par un ouvrier français du Comité d'action Citroën, sur le point que Cohn-Bendit prenait plus ou moins fait et cause pour la révolte fusil-en-main, selon le modèle des Panthères noires aux Etats-Unis. Il lui fut répondu sans ambages que la lutte des Panthères noires, quelque spectaculaire qu'elle puisse être, était bien sûr moins importante du point de vue de la transformation sociale que ce qui pouvait se passer à Détroit sur la chaîne de montage des usines Ford.

» Les deux discussions — celle de Bruxelles en 1969, et celle autour de la revue *Socialisme ou Barbarie* au début des années 50 — ont, en dépit de leurs différences — trop de romantisme de la part de Cohn-Bendit, mauvaise perspective du côté du groupe S ou B — exactement la même racine : des positions détachées l'une de l'autre :

— d'une part sur les organisations traditionnelles d'autrefois,

— d'autre part sur la marée montante de la lutte ouvrière ; celle-ci se manifestait de plus en plus distinctement, contredisant ainsi les prédictions très sombres des militants de Socialisme ou Barbarie dont nous parlons ici.

» En mars 1953, l'auteur de ces lignes s'informait auprès de Pierre Chaulieu — publiciste qui, comme idéologue en chef, a influencé plus qu'un autre les opinions de S ou B — s'il s'attendait prochainement à des grèves importantes en France. Chaulieu ne répondit pas seulement que non, il nia tout aussi strictement leur possibilité objective. Cinq mois plus tard, en août 1953, "l'impossible" se réalisait quand même : PTT, SNCF, services publics et beaucoup d'autres branches d'industrie débrayaient ; le pays se voyait confronté à une vague de combativité. S'il est vrai que cette vague frappait l'ordre capitaliste, il est vrai également qu'elle détruisait en même temps la perspective politique de S ou B. D'un seul coup le prolétariat français avait rendu visible la divergence totale entre cette perspective et la réalité sociale.

» La majorité du groupe S ou B — c'est-à-dire ceux qui sont désignés plus loin comme "le centre" et "la droite" — n'avait pas le moindre besoin de changer son point de départ. Pour expliquer une lutte qui contredisait ses thèses initiales, elle posait

vant, tant dans les réunions que dans les lettres, au même moment il est affirmé le souhait de publier, toujours « bientôt » des extraits de l'ouvrage de Pannekoek *Les Conseils ouvriers*.

Ultérieurement, il ne sera plus question de ces rapports Chaulieu-Pannekoek, sauf incidemment, d'une part dans le n° 15-16 (octobre-décembre 1954), sous la rubrique « *Socialisme ou Barbarie* à l'étranger », reproduite ci-dessus, d'autre part, lors de la publication de la lettre de Theo Maassen dans le n° 18 (janvier-mars 1956) — nous expliquerons alors les raisons de cette publication.

Venant après la réunion précitée du 9 septembre 1954, la mention indirecte, à travers la présentation d'une publication italienne, de louanges à Chaulieu — sans aucune référence à la critique formulée par Pannekoek dans la lettre mise ainsi au placard — accompagnée de la relégation de Pannekoek au rang des vieilles gloires démodées, sonne à ce moment comme une exécution des relations antérieures de Socialisme ou Barbarie et de Pannekoek. La suite le confirmera : Socialisme ou Barbarie ignorera royalement le mouvement des conseils allemands et hollandais, même lorsque le groupe glorifiera — à juste titre — l'insurrection hongroise de 1956. Il est vrai que cette insurrection et l'instauration tout éphémère, aussitôt écrasée sous les chars russes, des conseils ouvriers, servira d'illustration aux théories de Chaulieu-Castoriadis sur le régime soviétique (21).

Force est de constater que le revirement de Chaulieu et de la majorité du groupe vient de cette lettre du 3 septembre dans laquelle Pannekoek souligne les divergences profondes relativement à l'action prolétarienne de classe et au rôle d'une organisation de militants : la poursuite du débat aurait encore plus profondément divisé le groupe, qui voyait déjà en son sein s'affronter deux tendances, dans des débats tout théoriques sur la « question de l'organisation ». Une minorité qui inclinait vers les positions exprimées par Pannekoek avait, en toute connaissance du groupe, noué des contacts plus étroits avec des camarades du groupe hollandais Spartacus. C'est dans ces conditions, et un peu comme un cheveu sur la soupe mais en relation quand même avec le débat Pannekoek-Chaulieu, que parvint la lettre promise par le membre de Spartacus Theo Maassen (page 34). Il fallut que cette minorité insiste particulièrement pour que cette lettre ne subisse pas le sort de celles de Pannekoek. Elle figure dans le n°18 de la revue mais la majorité imposa de faire précéder sa publication d'un chapeau ; chacun pourra juger de la valeur des dénégations que cette « introduction » contient :

(21) Bien sûr, des désaccords apparaissent quant à l'interprétation de l'insurrection hongroise, qui dura trop peu de temps pour que l'on puisse tirer des conclusions sur ses orientations pratiques réelles. Sur la foi des appels des conseils ouvriers, on ne pouvait, à ce stade, tout en exaltant l'importance de cette insurrection, qu'en souligner certaines ambiguïtés – par exemple sur certaines attitudes nationalistes. D'un autre côté, *Socialisme ou Barbarie* affichait une position différente de ceux qui rattachaient ces événements au courant historique des conseils ouvriers ; le groupe faisait des conseils hongrois le départ d'une nouvelle ère révolutionnaire, ce qui est expliqué dans la suite du débat.

« Nous publions ci-dessous une lettre du camarade Th. Maassen, du groupe Spartacus de Hollande, qui se rapporte aux textes d'Anton Pannekoek et de P. Chaulieu publiés dans le n° 14 de cette revue (p. 39 à 50). Ceux parmi nous dont le camarade Th. Maassen critique les idées dans sa lettre se sentent obligés de dire qu'ils ne se reconnaissent pas dans les positions qu'il leur attribue. Les lecteurs peuvent se rapporter également aux textes sur la question du parti publiés dans les n°s 2 et 10 de *Socialisme ou Barbarie,* et au texte de P. Chaulieu "Sur le contenu du socialisme", dont la première partie a été publiée dans notre n° 17. »

Voici maintenant le texte de la lettre de Théo Maasen*.

* Cette lettre a été écrite directement en français par son auteur, ce qui explique quelques incorrections mineures.

« Cher camarade Chaulieu et chers camarades de Socialisme ou Barbarie

» Je ne sais pas si vous pensez que l'on ait assez discuté sur les différences qui existent entre la majorité de Socialisme ou Barbarie et Spartacus. Quant à moi, je considère que la discussion est toujours un moyen permettant d'arriver à de meilleures formules et à des vues plus profondes ; c'est pourquoi je me réjouirais s'il existait aussi chez vous le désir de poursuivre un échange de vues. Si nous ne réussissons pas à nous rapprocher, l'histoire nous le revaudrait en temps utile.

» Camarade Chaulieu, j'ai de nouveau bien réfléchi à nos divergences d'opinion, divergences qui ont aussi joué un rôle dans l'histoire du groupe Spartacus, et je me suis posé la question de savoir si nous les avons bien résolues. (22). Les relations dans le parti deviennent de plus en plus difficiles, et à la fin c'est une scission. L'utilité des divergences d'opinions qui auraient dû agir d'une façon fructueuse se perd.

(22) Une scission devait effectivement se produire, quelque temps après sur des questions d'activisme et d'intervention dans les luttes. Daad en Gedachte, avec entre autres Cajo Brendel et Theo Maassen, devait se détacher de Spartacus pour former un autre groupe ayant le même nom que la publication.

» C'est le vieil esprit de parti qui soutient que sans un parti révolutionnaire le prolétariat ne peut pas faire sa révolution, qu'il lui est impossible de produire dans son propre sein, pendant la révolution, les véritables forces révolutionnaires, que c'est le parti qui décide du moment de l'action ; c'est-à-dire qui décide à tout moment de l'action totale. Ceux qui ont cet esprit arrivent à se croire très importants, à se considérer comme une force révolutionnaire par excellence. Toute déviation du principe et du programme est contre-révolutionnaire et, en certaines circonstances, une question de vie ou de mort.

» La classe, le prolétariat, joue un rôle nécessaire mais subordonné. Son activité se situe sur le terrain économique pour

blème du pouvoir se pose, au cours de ces événements, et qu'en même temps la conscience prolétarienne apparaît dans toute sa maturité. Eh bien la conscience ne mûrit pas d'un jour à l'autre, par exemple par le fait qu'on est bouleversé par la guerre qui éclate. La maturation de la conscience ouvrière est un processus qui s'accomplit dans la dure lutte de tous les jours, à travers toute une série de conflits, dans lesquels l'important est, suivant le proverbe, qu'on devient sage à ses dépens. Le problème du pouvoir ne peut être résolu que dans la mesure où les ouvriers apprennent à l'exercer. Ils ne l'apprennent que par l'expérience ; cela veut dire par leur propre action. Leur propre action demande qu'ils pensent eux-mêmes, qu'ils sachent eux-mêmes. Ils ne le font pas par miracle. Leur action suppose la pratique.

» Du renouvellement du mouvement ouvrier, on doit dire la même chose. Il n'existe pas une erreur plus grande que celle de considérer qu'un nouveau mouvement ouvrier se formera relativement vite sous n'importe quelle pression extérieure, ou parce que les masses, tout à coup se sentiront abandonnées par les vieilles organisations. Le renouvellement du mouvement ouvrier, lui aussi, est un processus, lui aussi est une chose de la pratique. Il ne naîtra pas d'une simple décision. Le nouveau mouvement ouvrier ne sera pas fondé, il naît de la lutte ouvrière. Alors, à l'origine de chacun des problèmes du mouvement ouvrier futur, se trouve toujours la lutte de classe d'aujourd'hui.

» Cette lutte de classe, menée dans l'usine, fut particulièrement négligée par S ou B. Mieux encore : ce groupe la déclarait tout à fait impossible dans la situation d'après-guerre, spécialement en France, par suite de l'influence énorme du PC. Comme si l'influence politique de n'importe quel parti pouvait changer le vrai caractère des contradictions capitalistes dans lesquelles la lutte de classe bouillonne !

» Ici, il faut ajouter un détail important ; sans doute S ou B comptait sur la guerre pour de "grandes possibilités révolutionnaires" car alors les masses seraient armées. Il échappait à ce groupe que le problème central de la révolution prolétarienne n'est pas l'armement des travailleurs, mais l'abolition du travail salarié et la remise en marche de la production par les masses elles-mêmes. Même si la classe ouvrière était armée jusqu'aux dents, mais ne réalisait pas l'autogestion, il ne serait pas question d'une révolution sociale. Une manifestation ou un combat dans les rues, même par des ouvriers armés, représente tout autre chose qu'une lutte qui bouleverse le capitalisme, lutte qui ne peut

ment donné, ce défaut a entraîné une sorte de stérilité, qui devint comme un obstacle qui lui fit perdre le pas. Que Daniel Mothé (30) l'auteur de *Militant chez Renault*, formé dans le milieu de S ou B, ait adhéré plus tard facilement à la centrale syndicale CFDT, est – rétrospectivement — moins étonnant qu'il ne semble aux témoins du groupe, qui ne pouvaient regarder son attitude que comme une rupture complète avec leurs idées.

» Par son nom, le groupe S ou B se rattachait à la position des anciennes organisations du mouvement ouvrier. Celles-ci pensaient exercer sur les masses prolétariennes une pression spirituelle telle qu'un mouvement ouvrier nouveau et différent, ne pourrait se constituer que lorsque la conscience ouvrière aurait été "réveillée" par des événements historiques et bouleversants. Cet événement, le groupe pensa d'abord que ce serait la troisième guerre mondiale. Il croyait la voir s'approcher d'une façon menaçante, comme une perspective du développement social et politique et, dans son idée, elle bloquait complètement toute initiative de la classe ouvrière. Seulement, au moment même où la guerre aurait éclaté, en même temps que les forces destructives, se seraient dressées les forces d'une résistance prolétarienne. L'humanité se serait donc trouvée à cet instant-là devant deux possibilités : la réalisation du socialisme, ou bien le déclin vers la barbarie.

» A nos yeux, cette conception ne tient pas suffisamment compte du développement et des contradictions de la production capitaliste en général. Elle dérive, d'une manière unilatérale et trop absolue, de la considération d'une évolution particulière de la société capitaliste que l'on peut englober dans le mot "guerre". Même si le prolétariat se soulevait au début d'une guerre, sa révolte en soi et, surtout, le contenu d'une telle action et son importance sociale ne pourraient être expliqués par la circonstance accidentelle que la classe ouvrière — comme tout le monde d'ailleurs — en serait bouleversée. Il ne faut pas oublier que le "capitalisme en temps de guerre" et le "capitalisme en temps de paix", sont tous deux le même capitalisme, caractérisé toujours par les mêmes contradictions sociales ; il est vrai qu'en temps de guerre, ces contradictions sont devenues plus aiguës, mais néanmoins, elles ne sont pas remplacées par d'autres.

» La lutte des travailleurs contre le capital en temps de guerre vient également des relations de production dans la société bourgeoise.

» Parler comme le groupe S ou B des "possibilités révolutionnaires" en rapport avec la guerre, c'est penser que le pro-

(30) Daniel Mothé (pseudonyme de Jacques Gautrat) : d'ouvrier fraiseur P2 à Renault Billancourt dans les années 1950, il a fini sa carrière comme sociologue du travail au CNRS. D'opposant syndical, un des animateurs de *Tribune ouvrière Renault*, il a fini par prendre des responsabilités dans la CFDT après un bref passage à Force ouvrière. D'analyses de la condition ouvrière, il en est venu à conseiller aux patrons de recourir à l'autogestion car « la revendication autogestionnaire a donc l'avantage non seulement de ne pas porter atteinte au catéchisme industriel mais au contraire d'aller dans le sens de la réduction des prix de revient... » (*Militant chez Renault*, Seuil, 1965). Venu du bordiguisme, et après son passage à Socialisme ou Barbarie, il se trouva en 1976 au Parti Socialiste dans lequel il voyait une alternative politique. Le texte d'*Anti-Mythes* « Entretien avec Daniel Mothé » (1974) donne des précisions sur son évolution et une bibliographie. (Copie disponible à Echanges.)

rendre possible l'arrivée au pouvoir du parti. Si la classe est poussée à la lutte par la nécessité économique, excitée par le sentiment prolétarien, guidée par son instinct de classe, le parti est guidé par la supériorité intellectuelle des chefs et de leur idéalisme.

» Bien qu'il y ait longtemps que nous ayons abandonné le point de vue que c'est le parti qui fait la révolution, nous n'avons pas encore pu nous défaire entièrement de cet état d'esprit... Cela ne nous a pas fait de bien. Nous avons perdu des camarades qui auraient pu faire du bon travail dans notre groupe. Or, je crois que c'est aussi une de nos tâches de créer entre nous un esprit qui reconnaisse que les échanges d'idées sont indispensables et fructueux, et c'est aussi pour cela que je reviens à notre différend sur la question du parti.

» Camarade Chaulieu, et vous autres camarades de Socialisme ou Barbarie, c'est donc votre opinion que lorsque la classe ouvrière en révolution, organisée dans ses conseils, n'est pas en mesure d'exécuter le coup décisif, c'est-à-dire la conquête de l'Etat, cela doit se faire par le parti révolutionnaire, afin qu'un autre parti, par exemple celui des staliniens, ne le fasse pas. Le schéma est simple et sans doute suggéré par une certaine figuration du processus de la révolution prolétarienne, différente de la nôtre.

» Ce qui doit être bien considéré ici, c'est que le parti révolutionnaire, quant à son organisation, sa discipline et sa tactique, doit dès le début être formé à la possibilité d'être forcé de saisir le pouvoir, de sorte qu'à cet égard, il ne se distingue pas d'un parti ordinaire, par exemple des staliniens.

» Cependant, il ne s'agit pas d'une possibilité, mais d'une certitude. En effet, il y aura toujours un parti qui voudra saisir le pouvoir, et étant donné que les conseils ouvriers ne seront jamais en mesure de conquérir l'Etat, la thèse "le parti doit saisir le pouvoir dans certaines circonstances" revient pratiquement à dire "le parti doit saisir le pouvoir à tout prix".

» Mais on demandera : pourquoi les conseils ne seront-ils jamais en mesure de saisir le pouvoir, de conquérir l'Etat ? Parce que le pouvoir d'Etat doit exclure le pouvoir des conseils, et réciproquement. Tout pouvoir d'Etat est organisé à partir d'un point central, de haut en bas. Le pouvoir des conseils est organisé de bas en haut et c'est ce qui fait que ces deux principes sont irréconciliables. Les conseils peuvent vaincre l'Etat, ils ne peuvent le conquérir.

» Cette conception soulève un tout un autre aspect du processus de la révolution que le schéma des camarades du groupe Socialisme ou Barbarie.

» Pour mieux faire apparaître les différences, je pose les questions suivantes :

» 1° Combien de temps nous figurons-nous qu'un tel processus durera ?

» 2° Quel est essentiellement ce processus ?

» 3° Ce processus suivra-t-il régulièrement ou non son cours ?

» Je crois qu'à cette dernière question nous pouvons répondre qu'une évolution régulière est exclue, puisque ce processus est un processus de lutte continuelle, la lutte entre les conseils et l'Etat. L'Etat se présentera de nouveau chaque fois sous une forme quelconque, soit comme un parti ou même comme une organisation qui s'appelle conseils ouvriers. Il est inconcevable qu'on puisse faire disparaître l'Etat d'un seul coup par un effort violent. Comment cet Etat, ou semi-Etat, s'appellera-t-il, cela n'est pas important. Il aura un nom selon qu'il représentera les pouvoirs qui, d'un point central, voudront et devront régner seulement de haut en bas. Si le prolétariat ne peut pas d'un seul coup devenir le maître de l'Etat, le dominer, ce n'est pas seulement à cause de l'inexpérience et de la faiblesse des conseils et de leur parti. Il se peut que l'ancienne bureaucratie sabote cet Etat. En un tel cas, les saboteurs doivent être forcés de continuer leurs fonctions, car le nouveau système des conseils qui est établi de bas en haut n'est pas encore en mesure de régler et de dominer tout sur le même principe. En cela, bien des désaccords et des luttes auront lieu au sein des conseils.

» Nous ne voulons pas oublier que le parti stalinien à lui seul voudra s'emparer du pouvoir. C'est ce que voudront aussi les différents partis qui existeront avant la révolution ou qui se formeront pendant la révolution. Les staliniens voudront saisir le pouvoir pour les buts impérialistes de la Russie. D'autre pour faire un système d'Etat communiste, d'autres encore, parmi lesquels Socialisme ou Barbarie, qui veulent saisir le pouvoir temporairement pour le céder aux conseils ouvriers.

» Limitons-nous à Socialisme ou Barbarie. Il s'est emparé du pouvoir, a soumis les autres partis, vaincu la résistance de la bureaucratie, et imposé les modes d'action et d'organisation aux ouvriers (23) (voir p. 48, n° 14 de *Socialisme ou Barbarie*), le tout par la force armée, c'est-à-dire grâce à une force militaire, parce que cette force est conduite d'en haut. Bref, Socialisme ou Barbarie a conquis l'Etat. Socialisme ou Barbarie, c'est l'Etat.

» Et maintenant ? Socialisme ou Barbarie attend... que les trois lettres, bien que paraissant restreintes à un phénomène temporaire, ont-elles gardé un important caractère d'actualité ?

» Ce n'est pas sans raison que Pannekoek, comme on le verra, parle d'une "discussion sur des questions fondamentales". Les problèmes que ces lettres abordent ont, sous une forme différente à chaque époque, tenu une place essentielle dans le mouvement ouvrier et dans la lutte de classe, du début jusqu'à aujourd'hui. Il n'y a qu'à substituer, par exemple, dans la critique de Pannekoek le terme "Socialisme ou Barbarie" par les termes "maoïstes" ou "Gauche prolétarienne" pour se trouver placé directement et précisément dans les coulisses de la scène de maintenant.

» Bien sûr, Socialisme ou Barbarie, en son temps (1949-1965), exprimait autre chose que ce que représentent les groupuscules soi-disant "révolutionnaires" qui se sont formés plus tard, ou qui — comme les trotskystes traditionnels — restent toujours debout pour la seule raison que la mort politique ne les a pas encore rattrapés. Mais il y a tout de même une chose commune qui caractérise toutes les tendances en question : leur ambiguïté vis-à-vis de la lutte autonome des travailleurs, qu'elles stimulent plus ou moins verbalement (et même pas ça, dans certains cas !) en la gênant en réalité par leurs conceptions idéologiques et par leurs structures d'avant-garde.

» Nous croyons que certains aspects principaux de cette ambiguïté apparaissent bien clairement quant au sort de S ou B et que l'on peut dans ce cas spécial, les faire ressortir dans toute leur dimension, parce qu'il s'agit ici d'une histoire récente avec des résultats largement connus.

» Le groupe S ou B s'était constitué dès 1946 au sein du troskysme français. Il s'en détacha un peu plus tard pour se présenter en 1949 avec une plate-forme bien différente dans une revue indépendante. Il se distinguait désormais du troskysme, en premier lieu par sa critique fondamentale et détaillée du mouvement syndical, dont il ne cessa pas de montrer la fonction importante en faveur de l'ordre existant. S ou B a dévoilé, en plusieurs occasions, le rôle hostile des syndicats vis-à-vis de n'importe quel conflit entre les ouvriers et le patronat. C'est surtout à cet égard que ses publications sont arrivées à un certain niveau, qui ne fut jamais atteint ni par le stalinisme, ni par le trotskysme et qui ne manquait pas d'attirer l'attention.

» Cependant, pour bien suivre cette voie, jusqu'à ses dernières conséquences, il lui manquait, comme nous le verrons plus clairement tout à l'heure, surtout une base ouvrière. A un mo-

(23) Référence à la première réponse de Chaulieu à Pannekoek dans *Socialisme ou Barbarie* n° 14.

d'ICO. Les membres et contacts de ce groupe alimentèrent pour partie le contenu des *Cahiers...*, d'où ce texte apporté par Cajo Brendel, du groupe hollandais Daad en Gedachte, qui était lui-même en contact étroit avec ICO.

(29) Voir la biographie et les références bibliographiques à la fin de la brochure.

qu'une scission consacra une majorité qui conservait la revue (et, plus important, son fichier) et une minorité qui fut plus ou moins poussée vers la sortie, avec pour seuls bagages des convictions qui étaient proches de celles des communistes de conseils. Cette minorité forma le groupe Informations Liaisons ouvrières qui, plus tard, à travers un regroupement interentreprises, se transforma en Informations Correspondance ouvrières (ICO) (27).

Il était alors normal que les contacts, restés jusqu'alors plus ou moins personnels, avec le groupe hollandais Spartacus (qui devint plus tard Daad en Gedachte [Acte et Pensée]), devinssent des liens plus étroits de groupe à groupe.

Mais tout cela relève plus de l'histoire de ces divers groupes que de la question spécifique qui nous intéresse, à savoir la correspondance Chaulieu-Pannekoek. Car, il y eut une suite, plus de dix années plus tard, dans l'après-1968, période qui vit un regain d'intérêt pour les faits et les œuvres du mouvement communiste de conseils.

En mai 1971, une publication proche d'ICO (qui était devenu une sorte de fédération lâche de groupes très divers), *Les Cahiers du Communisme de conseils* (28), exhuma la seconde lettre de Pannekoek, celle du 15 juin 1954, qui s'était trouvée au centre des débats dans *Socialisme ou Barbarie* et des tergiversations que nous avons rapportées. Le n° 8 des *Cahiers...* publiait les trois premières lettres de la correspondance Chaulieu-Pannekoek (les seules connues à l'époque), précédées de l'introduction suivante, par Cajo Brendel :

« Les trois lettres qu'on trouve publiées ci-après dans leur ordre chronologique furent écrites en 1954. Des deux auteurs, l'un est mort depuis plus de dix ans. Anton Pannekoek, théoricien marxiste hollandais, déjà bien connu avant 1914 dans divers pays par ses écrits théoriques et sa lutte contre l'opportunisme et le réformisme au sein de la IIe Internationale, plus célèbre encore après par sa critique approfondie de la pratique et de l'essence même du léninisme, décéda à Wageningen en Hollande, le 28 avril 1960 (29).

» A première vue, le sujet qu'abordent ces lettres, à savoir la position politique et théorique du groupe Socialisme ou Barbarie (S ou B) en France (position critiquée par Pannekoek et défendue par Chaulieu) est devenue définitivement une chose du passé. Le groupe S ou B n'existe plus ; la revue du même nom a cessé de paraître. Pourquoi alors, se demandera-t-on, ces

(27) Au cours de l'été 1958, les « minoritaires » du groupe Socialisme ou Barbarie, en désaccord avec la formation, en raison de l'afflux de membres actifs après le semi-coup d'Etat gaulliste, d'une organisation de type parti plus ou moins léniniste, furent pratiquement acculés à sortir du groupe et à former une autre organisation, Informations liaison ouvrières (ILO), qui parallèlement impulsa un « regroupement interentreprises » dans lequel des travailleurs, militants d'entreprise, discutaient de leurs expériences de lutte, notamment dans leurs affrontemenst avec les syndicats. En 1962, ILO disparut et le regroupement interentreprises se transforma en Informations Correspondance Ouvrières (ICO), qui subsista jusqu'en 1974. L'histoire de ces groupes est retracée dans un entretien avec Henri Simon réalisé par *Anti-Mythes* en 1974, « De la scission avec Socialisme ou Barbarie à la rupture avec ICO », dans le texte d'Henri Simon *ICO, un point de vue*, et dans les discussions qui suivirent la publication de ce dernier texte. (Tous textes disponibles à Echanges.)

(28) L'animateur des *Cahiers du communisme de conseils*, Robert Camoin, évoqué ci-dessus, était à l'époque, autour de mai 68, un des participants aux travaux

conseils soient assez forts, ensuite l'Etat, c'est-à-dire Socialisme ou Barbarie se dissout. Pourquoi ? Pour le grand idéal. Le parti se dissout ou donne le pouvoir aux conseils à cause de considérations idéologiques. Le parti qui s'est développé par des luttes violentes contre d'autres partis dans le but élevé de sauver la société, de terrasser ses ennemis et de les supprimer (de même que les conseils), renonce au pouvoir ou se dissout. Quelle illusion !

» On oublie qu'un parti a une vie propre, qu'il se développe selon ses propres lois. Cette vie, il la défendra à tout prix contre n'importe qui, contre la classe prolétarienne, contre les conseils. Cette vie n'est pas déterminée par les belles intentions que les fondateurs du parti ont conçues, mais bel et bien par les rapports sociaux et les conditions de la lutte dans lesquels il se trouve. Cela c'est du marxisme, camarades de Socialisme ou Barbarie. La conception de dissoudre un parti au profit d'une idée préconçue, c'est de l'idéalisme. On trouve cet idéalisme aussi chez l'anarchiste Bakounine qui, en 1871, voulut établir sa dictature à Lyon pour quelque temps et pour les mêmes raisons que Socialisme ou Barbarie, c'est-à-dire parce que la classe ouvrière n'est pas encore assez forte.

» Camarade Chaulieu, vous devez être étonné si je vous affirme, et cela prouverait que vous ne comprenez pas notre conception de la lutte, que nous et Spartacus, nous sommes entièrement d'accord avec le passage qui suit : (24)

» "*Pour clore ces quelques réflexions, je ne pense pas non plus qu'on puisse dire que dans la période actuelle (et d'ici la révolution) la tâche d'un groupe d'avant-garde soit une tâche « théorique». Je crois que cette tâche est aussi et surtout une tâche de lutte et d'organisation. Car la lutte de classe est permanente, à travers ses hauts et ses bas, et la maturation idéologique de la classe ouvrière se fait à travers cette lutte. Or le prolétariat et ses luttes sont actuellement dominés par les organisations (syndicats et partis) bureaucratiques, ce qui a comme résultat de rendre les luttes impossibles, de les dévier de leur but de classe ou de les conduire à la défaite. Une organisation d'avant-garde ne peut pas assister indifférente à ce spectacle, ni se borner à apparaître comme l'oiseau de Minerve à la tombée de la nuit, laissant choir de son bec des tracts expliquant aux ouvriers les raisons de leur défaite. Elle doit être capable d'intervenir dans ces luttes, combattre l'influence des organisations bureaucratiques, proposer aux ouvriers des modes d'action et d'organisation* ". (25)

» Mais cette tâche de l'avant-garde et du parti ne doit pas être

(24) Passage repris de la première réponse de Chaulieu à Pannekoek dans *Socialisme ou Barbarie* n° 14.

(25) Il semble que, par la suite, le groupe Daad en Gedachte ait évolué vers des positions moins « interventionnistes » que ne le laissait supposer cet accord donné à des propos de Chaulieu, sans qu'on puisse préciser s'il s'agissait d'une position théorique ou d'un réalisme politique, vu le faible nombre des participants.

une tâche différente de celle de la classe. Ils doivent remplir leur tâche dans la classe et avec la classe, comme une partie inséparable de la classe, et non pas séparée ou bien en dehors ou même contre la classe (voir : "elle doit même parfois être capable de les imposer").

» La classe ouvrière ne peut acquérir les capacités nécessaires que par une lutte dans laquelle elle s'empare de plus en plus du pouvoir social. Tout ce qu'on fait pour la classe ouvrière tue l'initiative de celle-ci.

» L'opposition qu'elle rencontre est justement nécessaire pour la mettre à la hauteur de sa tâche. C'est la dialectique du processus.

» Le parti doit être une force de la classe. Sa tâche est de convaincre les ouvriers de faire tout eux-mêmes, de garder toute action dans leurs propres mains, de refuser toute direction ou l'intervention active d'un parti quelconque, ce qui romprait d'ailleurs leur unité.

» Le processus n'est pas une affaire de quelques années. Peut-être à travers des hauts et des bas durera-t-il un siècle avant que l'Etat ne soit mort. La classe peut bien en un jour annihiler une certaine forme d'Etat, mais elle ne peut en un jour annihiler tout l'Etat.

» Ce dernier continuera à jouer longtemps un rôle sous la direction de différentes organisations.

» Socialisme ou Barbarie doit prendre garde de ne pas être parmi ces dernières, car il serait inévitablement en opposition avec le prolétariat militant.

» Camarades de Socialisme ou Barbarie, votre réponse nous sera agréable... »

Malgré cette invite, il n'y eut jamais de réponse pas plus à cette lettre de Theo Maassen qu'à celles de Pannekoek, même lorsque l'insurrection hongroise remit au premier plan la forme d'organisation qu'étaient les conseils ouvriers.

Personne ne parla plus de « l'affaire » jusqu'en mai 1971. En particulier, en mai 1968, ceux qui de près ou de loin s'intéressaient à Socialisme ou Barbarie, tout comme ceux qui s'intéressaient de nouveau aux conseils ouvriers, ne connaissaient de ce débat que les deux lettres publiées dans la revue (n° 14 d'avril 1954).

8.
LE COURS DE L'HISTOIRE, L'ÉVOLUTION DES IDÉES ET DES HOMMES... LES VOILES COMMENCENT À SE LEVER

A ce moment, en mai 1971, beaucoup d'eau avait coulé sous les ponts.

Jusqu'en mai 1958, lors du semi-coup d'Etat du général de Gaulle, les divisions au sein du groupe Socialisme ou Barbarie, sur cette « question de l'organisation » ne s'exprimaient que sous la forme de débats théoriques (on en trouve le reflet dans de nombreux numéros de la revue) avec des manipulations du genre de celles que nous venons d'évoquer ; celles-ci avaient, nous l'avons vu, abouti à écarter et finalement à faire le silence sur tout un pan du mouvement social européen : celui des conseils allemands des années 1920 et de l'approfondissement théorique qui avait suivi, tant en Allemagne qu'en Hollande. Ce courant avait eu d'ailleurs des prolongements dans d'autres pays, notamment en France, prolongements que la guerre avait interrompus mais qui pourtant avaient persisté après sous la forme de contacts personnels (26).

L'intérêt des événements historiques importants, c'est qu'ils placent ceux qui réussissaient à se voiler la face ou à maintenir des mariages artificiels devant des réalités, les pépins de la réalité, qui font voler en éclat ce qui n'était que le résultat de bonnes volontés, de routines. Il se vérifiait une fois de plus que, dans le domaine politique, on peut se retrouver dans une opposition à une majorité dominante, être acculé à sortir en bloc (par exemple la tendance Chaulieu-Montal qui, concrétisée au sein du PCI [Parti communiste internationaliste] et finalement sortie en bloc de ce parti, avait préservé son unité dans la fondation de Socialisme ou Barbarie), et finalement se déchirer sur des questions apparues mineures lors de la scission et devenues essentielles ultérieurement.

En mai 1958, on vit un afflux de nouveaux membres à Socialisme ou Barbarie, tout relatif d'ailleurs, principalement de jeunes, pour la plupart étudiants, plus ou moins mobilisés contre la guerre d'Algérie à cause de la révocation des sursis. Cela posait d'abord des problèmes pratiques : jusqu'alors le groupe avait fonctionné avec très peu de membres à Paris, qui tenaient tous dans un petite arrière-salle de bistrot, et quelques contacts en province. Un problème pratique d'organisation se posait et chacun essaya alors d'appliquer ce qui n'était auparavant que du domaine des affrontements idéologiques. Les divergences antérieures se concrétisèrent dans des affrontements tellement irréconciliables

(26) De petits groupes ou individualités de France avaient pris contact avec les communistes de conseils allemands ou hollandais dès les années 30 et tenté de propager faits et idées, mais sans résultats appréciables, il faut dire à cause de la domination du léninisme soit par la voie bolchevique puis stalinienne soit par la voie trotskyste. Néanmoins, ces contacts étaient assez solides pour se renouer après la seconde guerre mondiale à travers des individualités, puis par des contacts de groupes pour permettre après mai 1968 aux idées communistes de conseils et aux oeuvres des germano - hollandais un essor jamais connu auparavant - y compris des contre-offensives directes ou détournées des zélateurs du léninisme. Toute une histoire de ces courants en France reste à faire.